

*l'Anti*capitaliste

N°160 | Octobre 2024 | 4,5 €

la revue mensuelle du NPA



UN AN DE GÉNOCIDE À GAZA



ENTRETIENS AVEC LA CGT,
LA FSU ET SOLIDAIRES



L'EXTRÊME DROITE EST UN
DANGER POUR L'ÉCOLE



PERTES D'EMPLOIS ET POLITIQUE
DE LICENCIEMENTS

Sommaire

ÉDITORIAL

Comité de rédaction Construire les luttes, reconstruire notre classe 3

PREMIER PLAN

Entretien avec :

- **Matthieu Brabant** L'articulation syndical et politique, doit s'accompagner de nouveaux leviers 4

- **Benoît Teste** La période appelle à faire du neuf sur les relations syndicats – partis 6

- **Murielle Guibert** Amplifier la présence syndicale sur le terrain nous paraît être clé 8

Robert Pelletier Ralentissement de l'activité et pertes d'emplois 10

Thierry Labica Pro-sionisme transpartisan dans la campagne présidentielle aux États-Unis 12

DOSSIER

Édouard Soulier Propagande et 7 octobre 15

Joseph Daher La guerre israélienne contre le Liban 18

Joseph Daher Colonisation et annexion continue de la Cisjordanie 20

Louisa D. Islamophobie et résistance à l'occupation israélienne 21

Édouard Soulier La résistance palestinienne en Palestine 23

Ariella Aïsha Azoulay Le sionisme a tué le monde judéo-musulman 26

HISTOIRE

Sylvie Thénault Pourquoi la guerre d'indépendance algérienne ? 29

ÉDUCATION

Raphaël Alberto et Tamara DeVita L'extrême droite un danger mortel (aussi) pour l'école 33

FOCUS

Commission nationale écologie EPR à Penly c'est toujours non ! 36

Retrouvez notre revue sur sa page du site *L'Anticapitaliste* : <https://lanticapitaliste.org/presse/revue>. Les articles du dernier numéro y sont mis en ligne progressivement au cours du mois, tandis que l'ensemble des numéros précédents y sont téléchargeables en format pdf.

ERRATUM

Dans notre revue n°159 de septembre 2024, l'article de Léon Crémieux *Gouvernement de rupture, la question reste posée* a été attribué par erreur à Laurent Ripart. Toutes nos excuses aux deux auteurs.

Couverture: © Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas

Le NPA-L'Anticapitaliste a décidé de lancer une souscription nationale pour acquérir un local regroupant toutes ses activités politiques, nationales, internationales, son imprimerie, la rédaction de sa presse papier et digitale et sa librairie à Rotographie à Montreuil (93).

Ce projet est ambitieux et a un coût. Voilà pourquoi nous faisons appel à la solidarité afin de récolter 800 000 euros d'ici début 2025. C'est une grosse somme, mais c'est possible si chacun-e nous aide dans la mesure de ses moyens.

**FAITES UN DON SUR
SOUSCRIPTION.NPA2009.ORG**



**POUR UNE GAUCHE DE COMBAT
UN LOCAL
POUR LE NPA
L'Anticapitaliste**

NPA
l'Anticapitaliste

S'ABONNER

PAR CHÈQUE

à l'ordre de: NSPAC 2, rue Richard-Lenoir - 93100 Montreuil Cedex
France et DOM-TOM

Tarif standard		
Revue mensuelle	6 mois 22 euros	1 an 44 euros
Revue + Hebdo	6 mois 50 euros	1 an 100 euros
Tarif je-nes/ chômeurs/ précaires		
Revue mensuelle	6 mois 18 euros	1 an 36 euros
Revue + Hebdo	6 mois 38 euros	1 an 76 euros

Étranger

Joindre la diffusion au 01 48 70 42 31 ou par mail :
<http://www.diffusion.presse@npa2009.org>

PAR PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

En complétant et retournant la formule publiée dans l'hebdomadaire et également disponible sur : <https://lanticapitaliste.org/abonnement>

Tarif standard		
Revue + Hebdo	25 euros par trimestre	
Tarif je-nes/ chômeurs/ précaires		
Revue + Hebdo	19 euros par trimestre	

L'Anticapitaliste

la revue mensuelle du NPA-L'Anticapitaliste

Comité de rédaction :

Fabienne Dolet, Raphaël Greggan, Thierry Labica, Hafiza b. Kreje, Antoine Larrache, Hélène Marra, Robert Pelletier, Laurent Ripart, Édouard Soulier.

Pour contacter la rédaction :
contact-revue@npa2009.org

Directrice de la publication :

Penelope Duggan

Secrétaire de rédaction :

Raphaël Greggan

Diffusion :

diffusion.presse@npa2009.org

Administration :

01 48 70 42 30
2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex

Commission paritaire :

0519 P 11509

Numéro ISSN :

2269-370X

Société éditrice :

Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication
SARL au capital de 3 500 € (durée 60 ans)

Tirage :

3 000 exemplaires

Maquette et impression :

Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 21
Fax : 01 48 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

Construire les luttes, reconstruire notre classe

PAR LE COMITÉ DE RÉDACTION

Devant une Assemblée nationale bloquée par trois groupes d'égale importance, le gouvernement Barnier est le représentant direct de la grande bourgeoisie française, avec en embuscade le RN. Face à ce péril, le Nouveau front populaire doit être un outil de rassemblement de notre camp, pour développer les luttes et en finir avec cette société.

Le chemin pour la bourgeoisie est étroit : l'inflation galopante et la consommation en berne entraîne une crise de surproduction. Ils doivent licencier en masse (lire l'article de Robert Pelletier p. 10) pour maintenir leurs profits. Les nouvelles ponctions dans les budgets de l'État et de la Sécurité sociale ouvrent la voie à plus de privatisations, vont signifier la diminution de l'embauche dans le secteur public. Voilà la mission de Barnier. Si sa main devait trembler, l'extrême droite pourrait dégainer une motion de censure pour le faire tomber et devenir les nouveaux chiens de gardes du patronat. Les difficultés actuelles de notre bourgeoisie se retrouvent dans tous les pays, qui n'hésitent plus à avoir recours à la guerre à la fois pour étendre leurs sphères d'influence et en même temps relancer leurs économies par l'armement massif.

PALESTINE : C'EST L'HUMANITÉ QU'ON ASSASSINE

La clé de la situation mondiale est en Palestine. Avant tout parce que nous assistons à un nouveau type de génocide, qui combine des tapis de bombes à Gaza, des tueries individuelles en Cisjordanie et l'absence d'aide alimentaire et sanitaire qui contribue à la résurgence d'épidémies. Tout cela avec le soutien des puissances occidentales, bien trop occupées à maintenir leurs sphères d'influence régionale et globalement d'accord avec l'idée d'en finir avec tous les musulmans (lire l'article de Louisa D., p. 21). Pire : le conflit pourrait embraser toute la région (lire les analyses de Joseph Daher, p. 18-20), lié à la volonté de l'État d'Israël d'étendre son

pré carré, de relancer son économie par la guerre. La propagande de soutien au génocide palestinien est nette : toute critique de la politique israélienne est assimilée à de l'antisémitisme, tant aux États-unis (lire l'article de Thierry Labica p. 12) qu'en France (lire l'article d'Édouard Soulier, p. 15).

RÉSISTANCE, C'EST LA VOIE DE L'EXISTENCE !

Malgré tout, la résistance s'organise en Palestine (lire l'article d'É. Soulier, p. 23). Nous ne voulons pas que le sionisme détruise la région, comme il l'a fait avec le monde judéo-musulman (lire l'entrevue avec Ariella Aïcha Azoulay p. 26). Nous devons continuer nos manifestations de solidarité avec la Palestine, ainsi que nos campagnes de boycott, désinvestissement et sanctions contre l'État d'Israël. Le gouvernement français a bien compris l'embrasement que pourrait représenter cette question. L'administration Barnier réprime tant qu'elle peut. Il s'agit de faire taire toute forme de solidarité, pour faire passer sa politique libérale et liberticide.

NOUVEAU FRONT POPULAIRE : L'ESPOIR, MALGRÉ TOUT

L'unité de notre camp social nous a sauvés du pire : l'arrivée au pouvoir du Rassemblement national. Raphaël Alberto et Tamara DeVita témoignent des dangers d'une école sous l'extrême-droite (p. 33). Cette unité nous paraît essentielle pour redonner confiance dans la force collective du mouvement ouvrier. Au-delà de l'indispensable unité d'action de notre

camp et en particulier de nos organisations syndicales (lire les entretiens avec Mathieu Brabant, Benoît Teste et Murielle Guibert, p. 4-8), le NPA-l'Anticapitaliste s'attache à créer et étendre les comités locaux du Nouveau Front populaire. Ces comités doivent être le creuset où se retrouvent les syndicats, les partis, les associations et les individus. Nous voulons y discuter de la société future, notamment de nos choix écologiques (lire notre article contre l'EPR de Penly, p. 36) pour ne pas finir sur une planète invivable. Les comités locaux du NFP sont un excellent moyen de préparer les luttes, que ce soit contre le budget d'austérité de Barnier ou contre la loi immigration à venir. C'est dans les luttes que la conscience d'être la force qui peut diriger la société émerge le plus rapidement ! Face au danger mortel de l'extrême droite, nous manquons de temps. Plus largement, dans le cadre de la recomposition politique en cours, nous avons la responsabilité de prendre des risques pour faire avancer la gauche anticapitaliste et révolutionnaire, tout en continuant à construire le NPA-l'anticapitaliste. Il s'agit de rassembler les courants anticapitalistes et révolutionnaires unitaires et surtout de convaincre de larges secteurs militants des mouvements sociaux de la nécessité et de la possibilité de construire un outil politique porteur d'un projet de rupture avec le capitalisme et le productivisme et utile immédiatement pour construire les mobilisations et disputer l'hégémonie face à la droite et à l'extrême droite, par l'action et l'auto-organisation des exploités et des opprimés. □

« L'articulation syndical et politique, doit s'accompagner de l'analyse de nouveaux leviers »

ENTRETIEN AVEC MATTHIEU BRABANT*

Après l'expérience du Nouveau Front populaire et la mobilisation contre l'extrême droite, nous avons organisé, lors de notre université d'été 2024, une table ronde réunissant des représentant-es de la CGT, de la FSU et de Solidaires, pour faire le point sur les actions communes et les combats à venir.

Après les élections européennes et législatives, avec l'arrivée de Michel Barnier au gouvernement, quelle est aujourd'hui l'actualité de la lutte syndicale contre l'extrême droite ?

Notons pour commencer que la CGT a pris l'initiative d'une première journée de mobilisation, le 1^{er} octobre, comme première étape d'un rapport de force contre ce nouveau gouvernement sous la surveillance de l'extrême droite. Nous nous réjouissons que d'autres organisations aient fait le choix d'y participer, permettant une expression unitaire. Nous n'entendons pas en rester là, il ne vous a pas échappé que l'intersyndicale large a de nouveau exprimé son exigence de l'abrogation de la retraite à 64 ans. Au fond, d'ailleurs, pour revenir sur l'extrême droite, elle reste une imposture sociale qui permet au gouvernement le plus à droite de la 5^e République de justifier son existence : nous le voyons avec la proposition de loi du RN visant à abroger la réforme des retraites... Cette proposition de loi est une escroquerie car non seulement elle n'arrivera jamais au Sénat mais, de plus, elle n'est pas financée.

Nous nous devons donc de continuer à démasquer l'extrême droite et ne pas avoir de déni, ne pas faire comme si rien ne s'était passé : l'extrême droite a failli arriver au pouvoir. Si on ne prend pas la mesure de cette alerte, la catastrophe se produira. Il faut donc changer de braquet en la matière. L'intersyndicale a ainsi décidé de lancer une campagne

contre le racisme et l'antisémitisme sur les lieux de travail. Nous considérons par ailleurs qu'il n'est pas possible de lutter contre le racisme sans lutter contre l'antisémitisme, et que l'on ne peut pas lutter contre l'antisémitisme sans lutter contre le racisme et l'islamophobie.

L'aspiration à l'unité est importante chez les travailleuses et travailleurs, comme l'a montré la mobilisation contre la réforme des retraites en 2023, puis le Nouveau Front populaire. Celui-ci est le résultat d'un élan politique et syndical pour l'unité de notre classe contre la menace d'extrême droite. Comment voyez-vous cette articulation entre le syndical et le politique aujourd'hui ?

Si la CGT a donc décidé de changer de braquet dans sa lutte contre l'extrême droite, c'est aussi qu'elle dit et assume qu'elle a toujours eu et aura toujours un positionnement politique. C'est le sens politique de la double besogne. En ce sens, nous assumons notre participation explicite à faire en sorte que, grâce à notre mobilisation (collective), nous avons déjoué les pronostics et barré la route de Matignon à Jordan Bardella.

Ceci étant posé, nous sommes face à l'écueil du fatalisme, écueil qui nourrit l'extrême droite car Macron nous a volé la victoire et a installé un gouvernement sous surveillance de l'extrême droite. Nous avons néanmoins empêché le RN d'entrer à Matignon et sanctionné Emmanuel Macron, qui a perdu plus de

70 députés. Nous sommes donc dans une bien meilleure situation que s'il n'avait pas dissous l'Assemblée nationale. En conséquence de quoi, pour la CGT, l'articulation syndical/politique, aujourd'hui, doit s'accompagner de l'analyse des nouveaux leviers qui existent, tout en étant bien conscients que le NFP n'a pas de majorité absolue : le pouvoir se déplace à l'Assemblée nationale, ça ouvre le jeu.

Nous sommes donc en lien permanent avec les partis politiques du NFP, nous avons d'ailleurs envoyé nos propositions pour nourrir le programme, beaucoup d'entre elles avaient été reprises, sur les retraites, les salaires... D'autres manquent, comme le retour aux tarifs régulés de l'énergie ou la suppression des ordonnances travail, par exemple. Ce programme, certes imparfait, marque une rupture qui permet de changer la vie des travailleurs et travailleuses. L'articulation se vit donc dans le dialogue permanent entre nous et, pour la CGT, la construction de mobilisations sociales.

Quelle recomposition ou restructuration vous semble nécessaire pour renforcer le syndicalisme de transformation sociale, en particulier qu'en est-il des discussions actuelles entre la CGT, la FSU et Solidaires ?

Nous avons engagé une phase de travail avec la FSU, dans un objectif premier de travail concret sur le syndicalisme de transformation sociale à vocation

majoritaire. Nous insistons sur ces deux aspects : nous aspirons en effet à la transformation sociale mais nous aspirons aussi à ce que ce syndicalisme soit majoritaire.

Ce travail n'est pas nouveau, nous avons, dans nos différents congrès syndicaux, ouvert des débats sur le sujet. Nous avons fait le choix d'aller plus loin, de mettre en place un groupe de travail qui a vocation à prendre des initiatives concrètes. Nous faisons ce travail d'abord avec la FSU car si Solidaires est en effet une autre organisation qui nous semble être un interlocuteur important, les débats en son sein restent ouverts et ne permettant pas, dans un premier temps, un travail pragmatique et efficace.

Comment réfléchissez-vous aux réponses que doit apporter le syndicalisme face aux mutations du salariat (ubérisation, précaires, intérimaires, syndicalisme de boîte ou de branche...)?

C'est un travail en profondeur et dans la durée, c'est l'un des grands chantiers de la CGT. Nous considérons que, pour répondre à ces enjeux, le chantier relatif à l'organisation du syndicalisme est prioritaire. C'est quelque chose qui d'ailleurs se discute via le groupe de travail entre la CGT et la FSU. Nous considérons qu'il nous faut d'abord renforcer le lien avec nos syndicats. C'est pour cela que, l'an dernier, nous avons lancé un plan pour faire en sorte que chaque syndicat tienne son congrès : c'est un principe démocratique et c'est un principe d'efficacité. Le but est d'impliquer les nouveaux syndiqués, de renforcer le lien avec les fédérations, les unions départementales. Il faut aussi que la confédération, les UD, les fédérations entendent les besoins très concrets des syndicats qui sont dans des situations de plus en plus compliquées face aux employeurs, avec une pression très forte. C'est l'enjeu aussi de garder nos nouveaux syndiqués et en gagner d'autres (on a eu, après la réforme des retraites, au moins 70 000 adhésions et, dans la dynamique d'entre-deux-tours des législatives, 3 000 à 4 000 de plus).

Ces questions étant posées, cela permettra de mieux travailler par exemple sur la question des isolés, ceux qui n'ont pas de syndicat dans leur entreprise. Cela nous permettra aussi de répondre aux transformations du salariat, à sa précarisation, et permettre aussi aux

cadres et professions intermédiaires de porter leurs revendications spécifiques.

Enfin, comment envisagez-vous le syndicalisme alors que la planète brûle ?

Nous considérons que la question environnementale est l'un des facteurs contribuant à la montée de l'extrême droite et c'est aujourd'hui, pour nous, l'un des axes prioritaires de travail. En effet, de plus en plus de régions vont devenir inhabitables ou n'auront plus les ressources agricoles suffisantes pour nourrir leur population, ce qui va engendrer des migrations. L'extrême droite alimente ainsi le mythe d'une submersion migratoire des pays développés. Et comme le capital refuse de remettre en cause le logiciel néolibéral, il y a des mises en opposition entre le social et l'environnemental qui fait prospérer l'extrême droite.

De plus, la réflexion sur le partage des richesses étant masquée, les propositions en termes de transformation des mobilités reposent toujours sur les plus modestes. Ainsi, le véhicule électrique est imposé sur une courte échéance, ce qui sert de prétexte aux constructeurs automobiles pour licencier les ouvriers par milliers et fermer des dizaines de sites dans la métallurgie. Les ZFE sont imposées, sans tenir compte des déplacements quotidiens pour le travail qui sont parfois nécessairement avec des véhicules polluants, les seuls que les travailleuses et les travailleurs peuvent se payer. Le capital n'est pas mis à contribution, la transition environnementale est ainsi payée par les travailleuses et les travailleurs.

Il faut donc relocaliser l'industrie, en transformant l'outil productif et développer les circuits courts. Il faut cesser la production low cost et changer les modes de consommation et de production. Nous proposons pour ce faire d'instaurer des barrières douanières avec des normes environnementales et sociales. Tout en restant attentif à la situation des pays émergents, qui n'ont aucune responsabilité dans la crise environnementale causée par le capitalisme né dans les pays développés, et imposée de façon coloniale



Matthieu Brabant à l'université d'été du NPA 2024.
© Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas

au reste du monde.

Poser des barrières douanières de façon violente peut être néanmoins préjudiciable. Elles doivent être accompagnées d'un renforcement de l'aide au développement pour que ces pays élèvent leurs normes sociales et environnementales.

Il faut bien entendu sécuriser l'emploi et les garanties collectives des salariés qui seront remis en cause dans ces évolutions. C'est que nous appelons à la CGT la Sécurité sociale professionnelle. Concrètement, les entreprises de plus de 250 salariés devraient faire en sorte que 1,5 % de leur masse salariale soit mutualisée au niveau de la branche. Ainsi, quand une entreprise devra être transformée, le contrat de travail, le salaire et les droits des salariés seront maintenus, et ils seront formés pendant que le site est transformé. Ils retrouveront ensuite leur emploi.

Enfin, pour organiser la transition environnementale, il est nécessaire de modifier le partage des richesses entre le capital et le travail. D'abord, parce que les plus riches polluent le plus. Donc diminuer le nombre des plus riches et leurs richesses revient à diminuer la pollution. Ensuite, parce que la transformation environnementale exige des investissements massifs. Si c'est nous qui payons, nous les travailleuses et les travailleurs, alors que nous sommes déjà les premières victimes du changement climatique, cela alimentera le terreau de progression de l'extrême droite. □

*** Matthieu Brabant a été mandaté pour représenter le Bureau confédéral de la CGT lors de l'université d'été 2024 du NPA.**

« La période appelle à faire du neuf sur les relations syndicats – partis »

ENTRETIEN AVEC BENOÎT TESTE*

Après l'expérience du Nouveau Front populaire et la mobilisation contre l'extrême droite, nous avons organisé, lors de notre université d'été 2024, une table ronde réunissant des représentant-es de la CGT, de la FSU et de Solidaires, pour faire le point sur les actions communes et les combats à venir.

Après les élections européennes et législatives, avec l'arrivée de Michel Barnier au gouvernement, quelle est aujourd'hui l'actualité de la lutte syndicale contre l'extrême droite ?

Nous l'avons toujours envisagée comme une lutte au long cours, de fond et sur tous les fronts. La ligne que nous avons tenue dans la période électorale est toujours d'actualité : pour battre l'extrême droite, il faut non seulement lutter pied à pied contre ses idées, en particulier mener le combat antiraciste, mais il faut aussi lutter contre la désespérance sociale sur laquelle le RN prospère. Ne pas se contenter de dénoncer le racisme et l'imposture sociale de l'extrême droite, mais être sur le terrain des propositions pour montrer que d'autres voies sont possibles.

Un travail intersyndical est en cours pour lutter contre les discriminations sur les lieux de travail : tracts, matériel commun, etc., ce sera un bon début ! Dans l'éducation, une intersyndicale large existe aussi, la vigilance y est particulièrement nécessaire car là ce sont beaucoup les réseaux zemmouriens qui sont à la manœuvre, remettant en cause en tant que parents d'élèves le travail des enseignants, critiquant l'éducation à la vie affective et sexuelle, etc. On voit bien que, sous cet aspect-là aussi, c'est une question syndicale : les idées d'extrême droite sont une attaque directe contre une conception des métiers de l'enseignement dès lors qu'on considère que ceux-ci doivent viser l'émancipation. La coalition des droites au pouvoir

avec le gouvernement Barnier est placée de fait sous l'arbitrage du RN. Poursuite de l'austérité budgétaire, casse des services publics, chasse aux migrant-es, stigmatisation des personnes racisées et des plus démunies, accroissement des inégalités, nomination au gouvernement de membres issus de la manif pour tous avec leur lot d'homophobie et de misogynie, de remise en cause du droit à l'IVG... autant de signes qui qualifient un gouvernement fait pour servir l'intérêt des puissants contre la majorité sociale au risque de favoriser et de légitimer davantage le RN. À nous de dénoncer cette situation.

L'aspiration à l'unité est importante chez les travailleuses et travailleurs, comme l'a montré la mobilisation contre la réforme des retraites en 2023, puis le Nouveau Front populaire. Celui-ci est le résultat d'un élan politique et syndical pour l'unité de notre classe contre la menace d'extrême droite. Comment voyez-vous cette articulation entre le syndical et le politique aujourd'hui ?

Un enseignement de la période électorale nous semble être que les syndicats et la société civile peuvent participer d'une dynamique, d'un « état d'esprit » unitaire qui pèse sur le réel. Il a beaucoup compté, que ce soit dans la constitution même du NFP ou au moment de faire « front démocratique » en vue du second tour. D'un point de vue syndical domine le sentiment d'avoir su, devant l'imminence du péril, faire un pas de plus, certes en prenant quelques

risques dans l'implication dans une dynamique politique, celle du Nouveau Front populaire pour ce qui concerne la FSU et la CGT, et aussi dans celle qui a limité ses expressions à faire « front démocratique » contre l'extrême droite, cette fois-ci dans un cadre à 5 syndicats, tout en préservant notre indépendance (c'est du moins ce dont nous avons été soucieux). Donc la période appelle à faire du neuf sur les relations syndicats – partis, qui ne sauraient être l'instrumentalisation des uns par les autres, mais qui ne sauraient être non plus une course « chacun dans son couloir ». Les syndicats ont des exigences qu'ils maintiennent quelles que soient les forces au pouvoir, car ils sont fondamentalement des contre-pouvoirs.

Nous cheminons encore sur les formes que doivent prendre ces relations renouvelées. Nous sommes pour formaliser davantage, sans les figer, les cadres d'échange. Dans l'immédiat, nous attendons le soutien concret des partis du NFP à nos luttes, tout comme ils peuvent compter sur une expression positive de notre part sur les mobilisations plus directement politiques auxquelles ils appellent comme les 7 et 21 septembre. Pour la FSU, il y a un enjeu fort à préserver et renforcer l'unité, tant sur le plan social que politique, face au péril que représente la possibilité d'accession au pouvoir de l'extrême droite. La FSU pourrait proposer dans un premier temps de co-construire des initiatives développant nos projets et portant le débat sur les choix sociaux, économiques et budgétaires sur le modèle des universités d'été.



Benoît teste à l'université d'été du NPA 2024.
© Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas

Quelle recomposition ou restructuration vous semble nécessaire pour renforcer le syndicalisme de transformation sociale, en particulier qu'en est-il des discussions actuelles entre la CGT, la FSU et Solidaires ?

Nous partons d'un constat : le syndicalisme reste trop divisé, ce qui peut représenter un obstacle à la mobilisation des salariés.

La FSU porte, depuis sa création, et réaffirme depuis au moins 5 congrès, l'idée de réunir le syndicalisme de transformation sociale. Elle identifie généralement la CGT et Solidaires comme les forces avec lesquelles elle souhaite avancer tout en précisant toujours que ce rapprochement est « sans exclusive » des forces qui pourraient être intéressées.

Ce faisant, la FSU vise à tenir l'équilibre entre, d'une part, l'affirmation d'un projet syndical « de transformation sociale », c'est-à-dire qui pense que le syndicat a vocation à lutter pour changer l'ordre des choses (et qu'il n'a donc pas qu'une visée corporatiste, se bat aussi pour un projet de société et s'inscrit dans la gauche politique et sociale en visant le dépassement du capitalisme) et, d'autre part, la recherche constante d'une unité d'action de l'ensemble du syndicalisme, sans volonté de délimiter les contours d'un « clan » au sein du syndicalisme français, qui serait celui des « radicaux » face à d'autres qui seraient « modérés », l'intersyndicale contre la réforme des retraites ayant montré que ces lignes de partage n'étaient pas pertinentes. La dynamique doit avoir un effet d'entraînement d'autres forces.

La FSU se donne comme horizon la création d'un « nouvel outil syndical ». C'est à dessein qu'elle n'en définit pas précisément les contours puisque c'est le processus lui-même qui doit permettre, étape après étape, de déterminer ce qu'il est possible et pertinent de construire.

Depuis 2009, diverses initiatives sont prises : travail en commun sur le fond des sujets, stages, rencontres, etc. Si cela n'a pas débouché sur les cadres plus systématiques qui étaient annoncés au départ, on peut affirmer que cela a au moins permis de rapprocher fortement les équipes syndicales, nationales comme départementales : l'intersyndicale CGT – FSU – Solidaires est une réalité permise par cette impulsion et cet « horizon » que constitue la perspective de rapprochement.

La CGT a relancé le jeu, après son congrès, pour enclencher une nouvelle phase de travail en commun avec la FSU. Constatant d'une part une forme de pause voulue par Solidaires et d'autre part la main tendue par la CGT pour entamer un travail avec la seule FSU, la FSU a choisi de se saisir de cette possibilité tout en gardant la perspective d'y raccrocher rapidement d'autres forces dont Solidaires.

Le débat, faute d'être suffisamment concret, est difficile à avoir, cela doit être l'ambition des prochaines étapes de le rendre intelligible pour que tout le monde puisse se saisir des enjeux et contribuer à ces échanges afin que ce ne soit pas un processus d'appareils.

Comment réfléchissez-vous aux réponses que doit apporter le syndicalisme face aux mutations du salariat (ubérisation, précaires, intérimaires, syndicalisme de boîte ou de branche...)?

Comme dans l'ensemble du monde du travail, la précarisation conduit à une moindre inscription dans les collectifs de travail et donc dans les combats syndicaux, nous le constatons avec le développement exponentiel du non-titulariat dans la fonction publique. L'enjeu pour le syndicat, est de s'ouvrir davantage, inciter à s'engager, ce qui nécessite dans le cas d'espèce de défendre l'égalité en faisant savoir, haut et fort, que les droits syndicaux des non-titulaires sont les mêmes que ceux des titulaires.

Sur le syndicalisme en général, les questions de son unité, de son efficacité, de sa démocratie interne sont essentielles. Les syndicats doivent faire la démonstration qu'ils sont les outils pertinents de défense des intérêts du monde du travail, que les salarié-es dans leur diversité peuvent s'y retrouver, et que seule l'adhésion permet de se donner la force du nombre. Sans avoir la prétention de

proposer un modèle de syndicalisme valable partout et toujours, la FSU a un apport singulier à faire dans la réflexion sur le « bon niveau » de la structuration syndicale : le syndicalisme qu'a développé la FSU tente de faire la démonstration qu'un syndicalisme de métier n'est pas synonyme de repli corporatiste, mais qu'au contraire organiser les salariés par champs professionnels permet d'élaborer au plus près et nourrit concrètement l'action sur toutes les questions, si tant est que l'on s'inscrit dans la perspective de la transformation sociale, si tant est, donc, qu'on relie la plus corporative des revendications à l'intérêt général, si tant est, de l'autre côté, qu'on entre dans la plus « transversale » des mobilisations avec une préoccupation syndicale, c'est-à-dire qu'on la relie aux conditions concrètes d'exercice d'un métier. Par ailleurs, la pratique de la synthèse, la prise en compte du pluralisme par la reconnaissance du droit de tendance est un élément important du fonctionnement de la FSU.

Enfin, comment envisagez-vous le syndicalisme alors que la planète brûle ?

Exploitation du travail, du vivant et des ressources se combinent et mènent à la catastrophe annoncée.

Ce sont des politiques de rupture qui doivent être mises en place. Nous y avons intérêt en tant qu'habitantes et habitants de la planète bien sûr, ce sont les conditions d'habitabilité même de la planète qui sont en danger, et nous y avons intérêt aussi en tant que travailleurs puisque c'est bien le productivisme qui détruit la planète et renforce la perte de sens de tous les métiers. Nous avons un rôle majeur pour définir ce que doit être « travailler et produire autrement », c'est-à-dire dans un monde limité, et en particulier démocratiser le travail pour réorienter les productions. Là aussi, il faut faire de la question écologique une question pleinement et entièrement syndicale, il y a urgence ! C'est tout ce à quoi la FSU s'emploie en particulier dans le cadre de l'alliance écologique et sociale, avec Solidaires et la Confédération Paysanne mais aussi avec des associations et ONG (Greenpeace, Oxfam, les Amis de la Terre et Attac). □

* Benoît Teste est secrétaire national de la FSU.

« Amplifier la présence syndicale sur le terrain nous paraît être clé »

ENTRETIEN AVEC MURIELLE GUIBERT*

Après l'expérience du Nouveau Front populaire et la mobilisation contre l'extrême droite, nous avons organisé, lors de notre université d'été 2024, une table ronde réunissant des représentant-es de la CGT, de la FSU et de Solidaires, pour faire le point sur les actions communes et les combats à venir.

Après les élections européennes et législatives, avec l'arrivée de Michel Barnier au gouvernement, quelle est aujourd'hui l'actualité de la lutte syndicale contre l'extrême droite ?

Les élections législatives provoquées par Macron ont mis l'extrême droite aux portes du pouvoir. Cela a été un moment d'inquiétude énorme de notre camp social et de mobilisation pour tout le mouvement social. Solidaires a porté le mandat de « tout faire pour battre l'extrême droite » sans aller jusqu'à la consigne de vote pour préserver l'indépendance syndicale et ne pas fractionner notre Union. Même si la première place du Nouveau Front populaire a écarté la possibilité d'un Premier ministre RN, le nombre de député-es RN les met en capacité de jouer un rôle important à l'Assemblée nationale. Barnier s'est rapidement exprimé sur l'immigration en pointant qu'il s'agissait d'un « problème », et la nomination de Retailleau va dans le sens de concessions importantes à destination de l'extrême droite.

Les alertes lors des élections successives en France mais aussi à l'étranger obligent à renforcer et à requestionner nos modes d'action contre l'extrême droite. Le Congrès de Solidaires fin avril dernier avait déjà acté le principe d'un plan d'action contre l'extrême droite. Au sein de Solidaires, l'ensemble de nos syndicats, de nos commissions et groupes de travail (antifa, antiraciste, immigration, femmes, écologie...) croisent leurs analyses, les débats sur « comment on parle à l'ensemble des travailleurs-es sur ces questions »

traversent l'ensemble de nos organisations. Nous construisons une feuille de route qui vise à la fois à donner des outils aux militant-es sur la déconstruction de l'imposture sociale, féministe, écologique du RN et à mettre en commun une multiplicité d'écrits déjà existants dans une banque de données. Mais il faut aller plus loin et répondre aux causes du vote RN ciblées notamment par plusieurs sociologues : la précarisation grandissante, le délitement du lien social sur l'ensemble du territoire, plus particulièrement dans les zones où la désertification des services publics se fait ressentir (rurales, péri-urbaines), la question de l'absence d'interlocuteur-es de proximité (fonctionnaires, représentant-es politiques « de gauche », représentants syndicaux...), et l'effet de la « normalisation » des idées, paroles et actes racistes, l'amplification du racisme systémique.

À ce stade, un premier travail sur les services publics (nos revendications secteur par secteur) permettra de cibler un élément structurant et indispensable pour retrouver du lien social sur l'ensemble du territoire. Un observatoire des racismes au travail permettra de cibler mieux les contre-discours à mettre en place. Concrètement, amplifier la présence syndicale sur le terrain nous paraît être clé. Cela passe par un développement syndical, des bourses du travail et des locaux syndicaux partout. Il s'agit aussi de renforcer le travail avec VISA (Vigilance et initiatives syndicales antifascistes), en intersyndicale (une initiative d'un travail intersyndical contre le racisme sur les

lieux de travail est en cours de construction) et l'ensemble du mouvement social.

L'aspiration à l'unité est importante chez les travailleuses et travailleurs, comme l'a montré la mobilisation contre la réforme des retraites en 2023, puis le Nouveau Front populaire. Celui-ci est le résultat d'un élan politique et syndical pour l'unité de notre classe contre la menace d'extrême droite. Comment voyez-vous cette articulation entre le syndical et le politique aujourd'hui ?

Il est clair que les lignes ont bougé face au risque imminent de l'arrivée de l'extrême droite au pouvoir. Même si Solidaires n'a pas appelé à voter NFP comme dit précédemment, nous avons participé aux meetings communs de lutte contre l'arrivée de l'extrême droite en période électorale, ce qui est inédit. Et les universités d'été des partis ou la Fête de l'Humanité sont devenus des espaces de débats sur la question de croiser nos champs de lutte vers l'objectif d'imposer d'autres alternatives que celles des politiques néolibérales et racistes s'est débattue. Il faudra sans doute prolonger ces temps-là en travaillant peut-être plus concrètement sur les revendications sociales et syndicales que nous portons, et réfléchir comment articuler l'indispensable indépendance des syndicats vis-à-vis des partis, et la nécessité d'avoir des actions complémentaires, de réfléchir dans quelle mesure elles peuvent s'inscrire dans une tactique commune. Récemment, le NFP s'est questionné sur ce que pensent les syndicats de la niche parlementaire du RN et sur

la tactique à adopter au niveau parlementaire. Nous n'avons pas forcément apporté de réponses, mais c'est une première à ma connaissance. Et cela tranche avec une réunion de fin 2022 où un parti voulait impulser un mouvement des retraites sans attendre la réunion de l'intersyndicale !

Quelle recomposition ou restructuration vous semble nécessaire pour renforcer le syndicalisme de transformation sociale, en particulier qu'en est-il des discussions actuelles entre la CGT, la FSU et Solidaires ?

Alors que nous avons initié des débats sur la question de la recomposition syndicale en parlant de « réflexions sur la recomposition syndicale à mener à la base » lors de notre Congrès en 2021, notre mandat a été modifié sur cette question lors de notre dernier Congrès en avril 2024. Tout d'abord le Congrès de la CGT de mars 2023 a limité cette question au champ de la CGT et de la FSU, suite au mandat en ce sens de leur branche éducation, et, par ailleurs, c'est repartir de la question de l'unité syndicale encore trop absente de certains secteurs professionnels (Rail, PTT Telecom, Culture...) et d'intersyndicales locales qui a été vu comme un point de consensus au sein de Solidaires. Cette unité syndicale entre nos trois organisations a fonctionné lors de la dernière grève nationale du 1^{er} octobre où seules nos trois organisations appelaient avec les organisations de jeunesse. Ce qui n'empêche pas d'avoir pour ambition une unité plus large, et qui a pris ses marques lors des 6 mois de mobilisation contre la réforme des retraites. Mais celle-ci ne s'inscrira dans la durée pour Solidaires que si l'efficacité et un objectif d'actions communes en reste le ressort.

Comment réfléchissez-vous aux réponses que doit apporter le syndicalisme face aux mutations du salariat (ubérisation, précaires, intérimaires, syndicalisme de boîte ou de branche...)?

Le salariat est fracturé et donc divisé entre différents statuts souvent antagoniques selon les garanties et les droits qu'ils procurent. Entre statuts protégés et branches professionnelles dotés de droits et d'autres aux droits quasi inexistantes comme pour les plateformes de livraison, le syndicalisme de transformation sociale doit avoir

pour tâche de tenter de les unifier pour construire le rapport de force. Cela nécessite de créer un récit, dégager des intérêts et des référentiels communs donc une culture politique commune. Cette construction, ce sont les salarié-es et les précaires qui doivent la mener collectivement. S'agissant des chômeur-es et travailleur-es précaires, des espaces collectifs, aux formes décidées par elles-eux, sont favorisés au niveau des lieux de travail et de vie. La plupart s'organisent avec le soutien des autres organisations professionnelles de Solidaires (voir au-delà) présentes localement qui prennent part aux discussions et projets pour se les approprier.

Depuis son congrès de 2017, Solidaires peut organiser les auto-entrepreneur-es et les indépendant-es puisque nous faisons le constat que beaucoup sont en réalité salarié-es et nous nous battons d'ailleurs pour la reconnaissance de ce statut par exemple vis-à-vis des plateformes (Uber, Deliveroo...) Nous avons d'ailleurs progressé aux dernières élections à l'ARPE chez les livreurs (10,27 %, +4,58 %) et présenté une liste pour la première fois chez les VTC.

Nous sommes également implantés chez Amazon où nous sommes un des principaux syndicats. Des débats se posent également pour savoir s'il vaut mieux organiser les salarié-es des sous-traitants chez le donneur d'ordre ou via l'employeur. À ce stade ce débat n'est pas tranché. Nous sommes représentatifs dans la branche des prestataires de service (P2ST) et nous avons un syndicat du nettoyage, un syndicat de la prévention et sécurité, un syndicat de l'intérim, un syndicat de l'hôtellerie-restauration mais aussi des syndicats comme SUD Rail qui vont organiser le personnel des filiales SNCF, des entreprises privées du ferroviaires, de la restauration ferroviaire, la sécurité et le nettoyage en gare, et nous avons obtenu la représentativité chez SSP Paris, une entreprise de restauration dans les gares d'Île-de-France, grâce à un travail commun SUD Rail et SUD Hôtellerie restauration. Nous pratiquons donc aussi une sorte de pragmatisme, lié à nos implantations.

Enfin, comment envisagez-vous le syndicalisme alors que la planète brûle ?

Nos luttes syndicales s'imbriquent de fait de plus en plus avec les luttes écologistes. Il n'y aura pas de réelle



Murielle Guibert à l'université d'été du NPA 2024.
© Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas

bifurcation écologique (indispensable à notre survie collective) sans les travailleurs et travailleuses.

C'est une approche indispensable et pragmatique qui s'incarne déjà dans notre participation active dans le collectif de l'Alliance écologique et sociale (AES) qui rassemble organisations écologistes et syndicats. La lutte contre la liquidation du Fret SNCF avec SUD Rail, les appels aux moratoires sur les mégabassines, ou les grands projets autoroutiers comme l'A69, ou l'empêchement de l'enfouissement des déchets nucléaires à Bure en sont l'illustration.

Mais on estime également qu'il faut répondre aux craintes légitimes des travailleur-es qui sont les premiers à supporter le coût de la transition écologique telle qu'elle est tentée d'être menée actuellement. Ça passe par des revendications que l'on porte sur l'anticipation des reconversions qui doit être entre les mains des travailleur-es, un statut du ou de la salarié-e lors de la reconversion des entreprises polluantes (obligation de transférabilité des salaires, de reclassement, formation, le tout financé par un fonds patronal). Mais c'est aussi protéger ceux et celles qui vont être les plus démunis face au dérèglement climatique : développement massif de transports publics, réhabilitation de logements, transformer l'agriculture vers un modèle agro-écologique...

Autant dire que le gouvernement Barnier avec ses 40 milliards de diminution des dépenses publiques ne s'oriente pas du tout vers les politiques publiques indispensables à la bifurcation écologique... Là aussi les combats syndicaux seront primordiaux. □

*** Murielle Guibert est co-déléguée générale à l'Union syndicale Solidaires.**

Ralentissement de l'activité et pertes d'emplois

PAR ROBERT PELLETIER

Les mots interdits, récession et austérité, ne sont pas prononcés mais les mesures annoncées et les non-dits relèvent pourtant bien de ces situations masquées. En fait depuis plusieurs mois la situation économique pèse lourdement sur l'emploi.

Si le chiffre de 140 000 ruptures conventionnelles ou la perte d'emploi de 30 000 patrons de PME peuvent frapper les esprits, la situation est encore plus alarmante. En tout état de cause le ralentissement de l'activité entraîne une vague de suppression d'emplois.

Ainsi l'emploi est maintenant en train de ralentir et le chômage de progresser. Au premier trimestre 2024, le taux de chômage au sens du BIT (Bureau international du travail) atteint 7,5 % soit 0,4 point au-dessus du niveau atteint au dernier trimestre 2022 et au premier trimestre 2023, qui était le plus bas depuis 1982. Ainsi, selon la prévision de l'INSEE de juillet dernier, le taux de chômage s'établirait à la fin de l'année à 7,6 % de la population

active. De toute manière, les chiffres globaux sur la création d'emplois ne disent évidemment rien sur la qualité de ces emplois (salaire, type de contrat, durée du travail).

SECTEUR PRIVÉ

La France est confrontée à une augmentation significative de « défaillances » d'entreprises : 62 844 sur les douze derniers mois, soit une augmentation de 21 % par rapport à 2019, dernière année de référence avant la crise due au Covid. Le nombre d'emplois concernés au cours de la même période est particulièrement élevé : avec 264 000 postes menacés, c'est 40 % au-delà d'il y a cinq ans.

Sur les six premiers mois de l'année, le nombre global de défaillances a bondi de 18 % par rapport à la même période

de 2023, selon les données publiées par les administrateurs et les mandataires judiciaires. Des tendances que l'on retrouve d'ailleurs dans la plupart des pays de la zone euro.

Si Caddie, Duralex, Les Petits Bidons, Cazoo, General Electric ont pu percer le mur du silence médiatique, ce sont des branches entières qui sont touchées comme l'automobile ou la construction, le commerce de l'habillement milieu de gamme (le haut de gamme et le bas de gamme se maintiennent « grâce » à l'accroissement des inégalités notamment liée à l'inflation) avec les conséquences sur le commerce ou le transport et l'entreposage.

La période du Covid et du « quoi qu'il en coûte » a permis de reporter les effets de la concurrence dans une économie



Manifestation intersyndicale contre la politique du gouvernement, Paris, 4 février 2021. © Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas

mondialisée. Après le Covid et en 2022 et 2023 des emplois supplémentaires ont été créés dans le privé (mais, bien sûr, pas de « bons emplois ») ; les aides massives distribuées aux entreprises ont pu en aider certaines à conserver un niveau d'emploi supérieur à leurs besoins immédiats mais également maintenir d'autres entreprises en vie alors même que celles-ci auraient dû faire faillite.

Par ailleurs, un moteur spécifique s'est ajouté à toutes les aides à l'embauche pour doper les recrutements : l'apprentissage soutenu par des avantages (pour les employeurs) considérablement augmentés depuis 2018. Ces contrats ont représenté un tiers des créations d'emplois. Le nombre d'apprentis est ainsi passé de 437 000 fin 2018, à 980 000 fin 2022.

Mais bon nombre des sociétés entrent en défaillance, essorées par le remboursement trop rapide des prêts garantis par l'État (PGE) octroyés pendant la pandémie.

DES SITUATIONS INÉGALES

C'est la saturation du marché dans l'automobile qui a conduit à une recherche forcenée à la rentabilisation et débouche aujourd'hui sur une nouvelle phase, violente, de restructurations qui frappe également l'Allemagne et l'Italie. Renault n'en finit plus de supprimer des emplois, fermer des sites jusqu'à l'emblématique usine de conception-fabrication des voitures de course Alpine. Stellantis qui semblait avoir mieux anticipé la situation est à son tour entré dans la tourmente. Ce ne serait pas grave si elle ne frappait que son directeur général-liquidateur Tavares aujourd'hui sur la sellette. Les remises en cause des aides au secteur du véhicule électrique, soumis à une crise de la demande, risque d'aggraver les choses. Les équipementiers bien qu'ayant, au fil des années, conquis une relative indépendance par rapport aux grands producteurs sont également touchés.

Dans le secteur de la construction, la croissance des inégalités et l'inflation limitent là aussi la demande et précipitent dans les défaillances le réseau de PME soumis aux grands groupes. Les baisses d'aides engagées et prévues par les gouvernements vont aggraver la situation.

Si d'autres secteurs paraissent mieux se porter il faut prendre en compte

l'augmentation substantielle des crédits et de la « consommation » militaires. Les efforts budgétaires ont été particulièrement soutenus dans l'Hexagone. La loi de programmation militaire, votée en avril 2023, prévoit un budget de 413 milliards d'euros sur la période 2024-2030. En augmentation de 10 % par rapport à son niveau moyen deux ans plus tôt. La croissance de la demande en France a largement contribué à remplir les carnets de commandes des entreprises, tout comme les productions spécifiques pour l'Ukraine et les exportations vers l'étranger. Outre les « spécialistes » comme Safran, Dassault, Thales, MBDA, directement « bénéficiaires » des carnets de commandes, Airbus et tout le secteur de l'informatique et de l'électronique sont largement perfusés au militaire.

SECTEUR PUBLIC

Au vu de ce qui précède, il faut rappeler que le secteur public est à l'origine de 75 % des créations d'emplois depuis un an. Entre mi-2023 et mi-2024, le secteur public est ainsi à l'origine de 95 000 nouveaux emplois (+1,2 %), sur un total, public et privé confondus, de 129 000.

Malgré un effectif bien moindre [on dénombre 21 millions de salarié-es dans le privé pour 6 millions dans le public], au deuxième trimestre 2024, l'emploi de la fonction publique contribue au moins aussi fortement à la croissance d'ensemble sur un an que le privé.

C'est dans ce cadre que Michel Barnier envisage de réduire le déficit public de 60 milliards avec un tiers de hausse des impôts et deux tiers de baisse des dépenses. Ainsi le gouvernement s'apprête à administrer une véritable saignée au pays. La Sécurité sociale et notamment les retraites seront privées de près de 15 milliards avec d'ores et déjà le report de la hausse du montant des pensions à juillet au lieu de janvier (3 milliards d'économisés). L'autre cible d'ores et déjà annoncée est le renforcement des contrôles pour faire baisser les prises en charge des arrêts de travail avec les conséquences prévisibles sur la santé au travail.

À partir du rapport de la Cour des comptes commandé par Attal et des lettres des différents ministères, les préconisations sont lourdes de conséquences sur l'emploi. Le plus

gros poste concerne les finances des communes, départements et régions qui représentent 18 % des dépenses publiques. La purge consisterait à la suppression de 100 000 emplois permettant une économie de 4,1 milliards par an à partir de 2029. Les montants alloués au travail et à l'emploi (-8,8 %), à l'agriculture (-7,8 %), à l'immigration (-6,4 %), à la recherche et l'enseignement supérieur (-3,2 %) et à la justice (-1 %) seront en baisse en termes réels. En montant, le ministère le plus touché sera celui du travail et de l'emploi, dont le budget baisserait de 2,3 milliards d'euros sans tenir compte de l'inflation, dont une baisse de 1 milliard d'euros sur les aides au patronat sur l'apprentissage. La diminution de 6 000 à 4 500 euros de la prime à l'embauche tient la corde. Matignon étudie aussi des mesures qui risquent de diminuer le salaire net des apprentis. Sauf si les employeurs sont mis à contribution.

CONSTRUIRE DES RIPOSTES

Une ou deux décennies après les grandes mobilisations contre des fermetures de sites emblématiques, les mobilisations sont aujourd'hui bien plus difficiles. Les ruptures conventionnelles, les mobilisations de dernière minute pour des primes « exceptionnelles », les sorties des activités professionnelles ne permettent guère une montée des solidarités, des mises en commun, des coordinations des luttes. Pourtant la lourde utilisation des liquidations des emplois précaires mène aujourd'hui à des suppressions d'emplois traditionnellement perçus comme stables, durables. Il est peut être raisonnable d'espérer que les attaques brutales, conséquences des suppressions d'emplois, sur les conditions de travail ainsi que le rétro-pédalage sur le télétravail, le relatif échec des organisations du travail sur 4 jours aggravent les situations. Maladies professionnelles, TMS, accidents de travail, burn out témoignent de la dureté souvent insupportable dans de nombreux établissements, entreprises, depuis l'hôpital ou l'école jusqu'au bâtiment, le commerce ou le transport.

Des colères, des ripostes, en lien avec la mise en question des finalités du travail et la prise en compte des préoccupations écologiques peuvent naître et doivent être favorisées. □

Pro-sionisme transpartisan dans la campagne présidentielle aux États-Unis

PAR THIERRY LABICA

Les accusations d'antisémitisme régulièrement dirigées contre toute expression de solidarité avec la Palestine ont pris cet été un tour inattendu au cours de la campagne présidentielle lorsque le « ticket » démocrate – Kamala Harris-Tim Walz – pourtant d'un sionisme insoupçonnable, en est lui-même devenu la cible.

Dès le mois de juillet et suite au choix du gouverneur du Minnesota, Tim Walz, pour le rôle de vice-président, nombre de commentateurs ont exprimé leur inquiétude et souvent, leur indignation face à ce qu'ils jugeait être une terrible dérive des démocrates. En choisissant Walz plutôt que Josh Shapiro, gouverneur de Pennsylvanie (qui faisait d'abord figure de favori), Harris fut d'emblée accusée d'avoir cédé à la pression de sa base « antisémite », « pro-Hamas », en renonçant à nommer Shapiro, parce que juif.

Le motif de l'antisémitisme censé « prospérer à gauche » permettait d'emblée de faire un relatif silence sur le fait que le démocrate Shapiro, en novembre 2023, s'était joint au camp républicain pour la défense du programme de financement public de chèques-éducation au profit du secteur éducatif privé. Ce motif fut mis en avant par le syndicat de l'automobile United Auto Workers pour exprimer son opposition au choix du candidat Shapiro. Ailleurs, des militants écologistes de l'État de Pennsylvanie avaient fait savoir leur désaccord avec une désignation de Shapiro qu'ils estimaient coupable de capitulation face aux producteurs d'énergie fossile de Pennsylvanie notamment après avoir abandonné les habitants d'un village de l'État dont les nappes phréatiques avaient été contaminées suite à des travaux de fracturation hydraulique.

Concernant la situation au Moyen-Orient, Shapiro soutient Israël comme tous les autres élus démocrates

présentis par Harris. Mais, comme l'observait Emily Tamkin dans *The Nation* début août, tous, à la différence de Shapiro, n'ont pas exigé le renvoi des présidents d'université qui n'avaient pas immédiatement sévi contre les mobilisations étudiantes contre la guerre, tous n'ont pas comparé ces manifestants au Ku Klux Klan, et n'ont pas appelé à l'intervention des forces de l'ordre contre les mouvements étudiants. « En d'autres termes, précise Tamkin, ce n'est pas au sujet d'Israël que Shapiro a été perçu comme plus problématique que les autres ; c'était sur la question de notre propre démocratie ». La *Republican Jewish Coalition*, pour commencer, ne s'est pas privé d'exploiter cet inépuisable filon argumentaire. Son président, Matt Brooks, s'indigna du fait que « Joe Biden pense que les manifestants antisémites, anti-Israël n'ont pas tort, Kamala Harris va dans leur sens, disant qu'ils 'montrent exactement ce que l'émotion humaine doit être' et maintenant, Tim Walz estime que 'leurs revendications sont légitimes'. C'est une honte absolue ».

FEU SUR LES DÉMOCRATES

Une grande partie des récriminations a d'abord concerné Tim Walz. Pour *The Jewish Chronicle*, « le bilan de Tim Walz sur Israël et l'antisémitisme est très préoccupant ». Malgré ses positions apparemment pro-Israéliennes, explique *The JC* (de bien piètre réputation, il est vrai) Walz a manifesté son estime pour Ilhan Omar ; il a également prononcé un discours devant le Conseil des relations américaines-islamiques (CAIR)

où il a côtoyé un des initiateurs de *Students for Justice in Palestine*, autrement dit, « le groupe derrière nombre de ces manifestations pro-Hamas et antisémites sur les campus universitaires suite aux attaques du 7 octobre ». Ou encore, Walz a inscrit dans la loi l'obligation faite aux étudiants d'apprendre l'histoire de l'holocauste « en lien avec d'autres génocides », et non comme « anomalie historique unique ».

On retrouve ces critiques assorties de quelques autres encore dans *The Times of Israel* du 28 juillet. Pour Andy Blumenthal, « ce n'est pas la première fois que Kamala Harris montre des penchants de gauche radicale au sujet des terroristes islamiques ». En conclusion, si l'on peut être « sceptique à l'égard de l'extrême droite », la plus grande inquiétude vient de « la gauche radicale », toujours selon Blumenthal.

Mais ces critiques ne sont pas le fait des seuls partisans du suprémacisme partagé par Benyamin Netanyahou et Donald Trump dont le soutien (et celui de leurs admirateurs) à Israël passe invariablement par la détestation d'un nombre toujours plus considérable de Juifs et de Juives de manière plus indirecte sur CNN, pourtant régulièrement accusée par l'ex-président et maintenant candidat républicain, de multiplier les « fake news » contre lui. L'animatrice du programme *Inside Politics* de la chaîne, Dana Bash, a fourni une contribution très remarquée à la nazification pure et simple de ces étudiants « radicaux » censément représentatifs de la base démocrate. Après avoir diffusé les images d'un étudiant

juif de UCLA se plaignant de ne pouvoir rejoindre son cours du fait de la présence d'étudiants pro-palestiniens occupant le campus, Dana Bash commente avec un flair aigu de l'analogie historique : « *Encore une fois, ce que vous venez de voir se passe en 2024, à Los Angeles, rappelant les années 1930 en Europe. Je ne parle pas à la légère. La peur chez les Juifs de ce pays est palpable en ce moment* ».

PRISES DE POSITION PRO-ISRAËLIENNES

Il n'aura échappé à personne qu'à la différence des élues de gauche démocrate au Congrès, Ilhan Omar et Rachida Tlaib, ou des gauches britanniques ou françaises, le « ticket présidentiel » démocrate n'est pas connu pour son souci de la cause et de la condition palestiniennes. Harris et Walz ont derrière eux une histoire de prises de positions pro-israéliennes sans faille.

Ceci est plus vrai encore pour Harris qui ne s'est en rien contentée de se fondre dans le traditionnel consensus transpartisan américain sur le soutien à l'allié Israël. Comme le rappelle Stephen Zoules dans *Tikkun*, dès son arrivée au Sénat en 2017, Harris (qui refusa d'accepter le soutien de *J Street*, le lobby pro-israélien plus modéré) donna l'un de ses premiers discours devant l'AIPAC. Elle y déclara son soutien à l'engagement des États-Unis de fournir 38 milliards de dollars d'aide militaire à Israël au cours de la décennie à venir. Puis, « *lors de son tout premier vote de politique étrangère en janvier 2017, par exemple, Harris s'aligna sur Trump pour critiquer le refus du l'ex-président Obama de mettre son veto à une résolution du Conseil de sécurité des Nations unies, très modeste et quasi-unanime, sur les colonies israéliennes. Cette résolution réitérait, entre autres, des demandes antérieures du Conseil de sécurité pour qu'Israël cesse d'étendre ses colonies illégales en Cisjordanie occupée, qui violent la quatrième convention de Genève et une décision historique de la Cour internationale de justice.* »

En 2021, indique *The Jewish Chronicle* (qui s'en félicite) lors de son premier échange téléphonique en tant que vice-présidente avec Netanyahu, l'une et l'autre prirent acte de « *l'opposition de leur gouvernement respectif aux tentatives de la Cour pénale internationale d'exercer sa juridiction sur le*



Kamala Harris rencontre le président d'Israël Isaac Herzog, 16 février 2024 © wikipédia / domaine public

personnel israélien ». Harris a, en outre, déversé l'accusation d'antisémitisme sur les campagnes de boycott et désinvestissement, et dénoncé les tentatives de pression des Nations unies pour que Netanyahu cesse ses violations du droit humanitaire comme autant de manœuvres de « délégitimation » d'Israël.

Entre soutien inconditionnel à l'aide militaire massive (vingt milliards de dollars supplémentaires approuvés le 13 août, et 8,7 milliards le 26 septembre) et hostilité déclarée à l'égard du droit international, le positionnement de Kamala Harris a suivi les options parmi les plus droitières des dernières années en matière de politique étrangère américaine au Moyen-Orient.

Début novembre 2023, en réponse à une question concernant deux bombardements sur le camp de Jabaliya qui venaient d'avoir lieu à deux jours d'intervalle, Harris a dit comprendre la douleur ressentie face à la mort « tragique » d'innocents, de civils, d'enfants. Toutefois, à la question plus précise de savoir si le camp constituait une cible légitime, la vice-présidente américaine a répondu : « *Je – nous ne disons pas à Israël comment conduire cette guerre. Je ne vais donc pas en parler.* »

Walz, quant à lui, se serait gravement compromis avec rien moins qu'un imam « pro-Hamas » et propagandiste « antisémite » « pro-nazi »¹. La campagne intense menée sur ce thème, du *Daily Caller*, nettement d'extrême droite, à CNN en passant par quantité d'autres supports médiatiques, a contraint Morris Allen, rabbin émérite de la congrégation Beth Jacob, du

Minnesota, à prendre la défense de Walz, expliquant entre autres que ce dernier « *a toujours agi dans le sens de la promotion des meilleures valeurs des Juifs et des meilleurs intérêts de l'État d'Israël [...] Je n'ai rien vu de l'équipe Harris-Walz qui pourrait laisser entendre quoi que ce soit d'autre qu'un soutien et qu'une conviction dans le bien-fondé de l'État d'Israël, et une attention à la communauté juive* ».

PAS DE SOUTIEN FRANC À LA PALESTINE

Reste que tant d'ébriété présente le grand mérite d'assourdir toujours un peu plus le vacarme de la catastrophe génocidaire en cours ; un étudiant portant un keffieh sur un campus et réclamant la fin des liens entre son université et des universités ou des entreprises israéliennes compromises dans la colonisation, et l'application du droit international, représenterait un problème bien plus grave et imminent qu'une bombe MK84 de plus de 900 kilos sur une école de Gaza et la poursuite de livraisons en masse d'armes américaines à Israël. En outre, cette ivresse aura presque permis de faire aussi oublier la fascination avérée, consciente, explicite et active pour le nazisme d'une grande partie de l'extrême droite suprémaciste de notre époque, fascination dont les manifestations abondent.

Harris a bien tenu des propos indiquant qu'elle ne pouvait être indifférente, pas tant au sort des Palestiniens eux-mêmes qu'à l'impatience

et à la colère d'une partie importante de l'électorat démocrate et dont l'une des premières expressions est d'ailleurs venue du sein même de l'administration Biden-Harris ; en novembre 2023, quatre cents employés fédéraux œuvrant dans trente départements et agences gouvernementales différentes avaient déjà adressé une lettre appelant le tandem présidentiel à exiger un cessez-le-feu, la libération des tous les captifs injustement retenus, israéliens et palestiniens, le rétablissement de l'eau, de l'électricité, des services de base, et le libre passage de l'aide humanitaire. Cette contestation allait par la suite prendre racine dans le parti démocrate dans le cadre des primaires au sein des États.

Harris du bientôt montrer (en mars) une certaine capacité à « entendre ». Et bien plus tard encore, après des démissions de responsables politiques, notamment juives (à commencer par celle de Lily Greenberg Call, le 15 mai 2024), en signe de protestation, Harris en vint à déclarer qu'elle ne resterait pas « silencieuse », et que la manière dont Israël mène cette guerre « compte » (fin juillet). Ce choix des termes, bien qu'on ne pouvait plus minimal, parut indiquer une inflexion importante.

En dépit des attentes suscitées, la compassion de la vice-présidente face aux souffrances palestiniennes et son émoi devant le nombre des victimes innocentes, ne l'incitèrent finalement en rien à renoncer aux vingt milliards d'équipements militaires à Israël à la mi-août 2024 (décision à laquelle Sanders et quelques autres sénateurs ont tenté de s'opposer). Et le 30 août, elle déclarait à nouveau sur CNN à Dana Bash : « Mon soutien à la défense d'Israël et à sa capacité à se défendre est sans équivoque et inébranlable, et ceci ne changera pas ».

LES DÉMOCRATES TOURNENT LE DOS AUX MOBILISATIONS PALESTINIENNES

Entre-temps, la convention du parti démocrate qui s'est tenue du 19 au 22 août refusait qu'une voix palestinienne-américaine – en l'occurrence, celle de Ruwa Romman, élue démocrate à la chambre des représentants



Kamala Harris rencontre des étudiantes palestiniennes en Cisjordanie, 12 novembre 2017 © wikipédia / domaine public

de l'État de Géorgie depuis 2022 – s'exprime à la tribune, comme ont été invités à le faire les parents d'un captif américain, Hersh Goldberg Polin, dans la bande de Gaza.

Par ce refus, la campagne Harris-Walz a choisi de tourner le dos au mouvement des 740 000 électeurs et électrices démocrates qui ont refusé de se prononcer sur leur soutien à la campagne démocrate (*the Uncommitted*) tant que le parti ne prendrait pas position sur le cessez-le-feu et l'embargo sur les armes. Une troisième revendication était, précisément, de faire entendre une voix palestinienne-américaine à la tribune de la convention. Le mouvement *Uncommitted*, fort dans des États tels que le Michigan ou le Minnesota, était pourtant dûment représenté à la convention démocrate, ses résultats locaux lui ayant permis de constituer un groupe d'une trentaine de délégués. Cette attitude de la direction démocrate tenait certainement, pour une part, à un choix tactique de se tourner vers une partie de l'électorat républicain susceptible d'être rebuté par la seconde candidature Trump. Le ralliement de Cheney fille et père – le prince des ténèbres des années Bush junior – à la campagne de Harris, a sans doute contribué à renforcer cet alignement. Mais plus profondément, le refus démocrate trahit la persistance d'un triple consensus bipartisan historique, entre hyper-militarisme depuis 1945, islamophobie chronique post-9/11, et racisme plus spécifiquement anti-palestinien (contre-point « naturel » d'une politique étrangère résolument pro-sioniste de longue date).

Cependant, cette inertie génocidaire

rencontre désormais un ensemble de paramètres nouveaux dont *The Uncommitted* aura été l'un des signaux importants, comme indication, ou confirmation et enracinement de la fin du consensus bipartisan sur l'allié Israël. Un second paramètre tient à l'affirmation toujours plus nette d'une jeune génération qui, pour pouvoir être juive, reconnaît et défend la nécessité à la fois intime et politique de l'antisémitisme.

Reste enfin l'affirmation inédite de musulmans américains, et notamment de femmes musulmanes américaines dans la vie politique et institutionnelle des États-Unis. À la suite des élues au congrès, se font entendre les voix de Ruwa Romman élue en Géorgie, ou de la militante démocrate et porte-parole des 46 000 *Uncommitted* du Minnesota, Asma Mohammed Nizami. Autre signe de cette tendance, l'année 2022 a vu un niveau de participation historique – et de succès – de candidat-es musulman-es américain-es aux scrutins de mi-mandat ; sur les cent cinquante-trois candidat-es qui se sont présenté-es (au niveau local, d'État, fédéral, ou pour des sièges de juges), quatre-vingt-neuf ont été élu-es.

Ainsi, en contrepoint des forces du pire prennent forme des convergences politiques et des polarisations nouvelles, porteuses d'un peu d'espoir tant il est certain que le plus solide allié d'Israël, jusqu'il y a peu, aura été l'opinion publique transpartisane américaine. Les choses paraissent bien moins sûres désormais. □

1) Pour plus de détails sur ces épisodes, lire T. Labica, *Contretemps web*, « L'antisémitisme dans la campagne présidentielle américaine »

Propagande et 7 octobre

PAR ÉDOUARD SOULIER

Le sinistre anniversaire du 7 octobre a été l'occasion de subir ce discours dominant sur ce qui est alors qualifié de « conflit entre Israël et la Palestine ». Simplifiés à l'extrême mais rendus complexes dès qu'on les réfute, les arguments servent surtout à légitimer un immense massacre - et certaines postures politiques en France.

Selon Salah Hamouri, dès que « *la Palestine explose, le monde explose* » et la guerre génocidaire renforcée depuis les attaques du 7 octobre a largement dépassé les frontières de Gaza en conséquences politiques, idéologiques et morales. Les débats autour du 7 octobre — son origine, son déroulé et ses conséquences — sont une bataille politique face à un narratif classique et efficace de la classe dirigeante pour légitimer une logique coloniale. Cette propagande arrive à obtenir l'inversion de culpabilité et transformer les bourreaux en victimes.

ORIGINE : LA THÉORIE DU CIEL SEREIN

Tous les commentaires sur la dynamique du conflit en situent le point de départ à l'attaque coordonnée de la branche armée du Hamas et d'autres groupes affiliés le 7 octobre 2023. Israël serait en paix et brutalement attaqué par un groupe terroriste qui n'aurait qu'une envie de tuer un maximum de juif-ves. Cette décontextualisation permet à l'État d'Israël d'être l'agressé et donc en « droit de se défendre » face à une menace mortelle.

Bien évidemment séparer les attaques du 7 octobre du contexte colonial est une manœuvre grossière pour dédouaner Israël de son écrasante responsabilité. La bande de Gaza a été « conquise » en 1967 (alors sous mandat égyptien) et est devenue un territoire occupé par Israël sous régime militaire. Gaza est historiquement une zone palestinienne qui a accueilli les réfugiés lors de la Nakba en 1948, celles et ceux qui ont fui les terres alentour. Sderot, Ashkelon et les villages autour sont construits sur des villages palestiniens vidés lors de la création de l'État d'Israël.

Donc Gaza contient plusieurs camps de réfugiés depuis cette période. Gaza abritait jusqu'en 2005 des colonies israéliennes ; 35 000 colons sous surveillance permanente avec un accès privilégié à l'eau et aux ressources. Le coût militaire pour maintenir cette colonie s'est révélé prohibitif et en 2005 les colonies sont démantelées (et les colons indemnisés). De loin Gaza donne l'impression d'être une entité autonome mais ce n'est pas le cas. Suite à la victoire électorale du Hamas en 2006, Israël a organisé un blocus terrestre, aérien (mais l'aéroport avait été détruit en 2000) et maritime¹. Ce blocus a transformé Gaza en une prison à ciel ouvert géante. La veille du 7 octobre ce sont près de 2 millions de personnes dont la moitié de moins de 18 ans qui vivent dans l'enclave. Le nombre limité de visas et les permis de travail limités à quelques milliers fait que près de la moitié de la population n'est jamais sortie des limites de la zone. Depuis le blocus il y eu plusieurs actions militaires meurtrières de la part d'Israël, 2006, 2009, 2014, 2021, 2022 chacune créant des centaines, voire des milliers de victimes et de blessés. En 2018 les habitants de Gaza organisèrent des marches du retour. Des manifestations pacifiques pour s'approcher et protester contre la barrière qui entoure leur vie. Les snipers israéliens firent plusieurs centaines de victimes alors qu'elles ne représentaient aucun danger. Mais même par rapport à la « routine » coloniale, 2023 fait partie des années les pires. En début d'année, une coalition d'extrême droite raciste et violemment anti-palestinienne dirige Israël. Des pogroms ont lieu dans des villages de Cisjordanie et les colonies s'étendent. On dénombre 798 attaques de colons en Cisjordanie² (contre 849

en 2022 et 496 en 2021). On a compté le nombre le plus élevé de destructions de structures (1 175) depuis au moins 2009 (chiffres OCHA) ainsi que l'augmentation record de l'expansion des colonies, 24 300 nouveaux logements dont 9 670 à Jérusalem Est. Le gouvernement avait également légalisé des avant-postes illégaux (9 en Cisjordanie début février 2023) il s'agit du « *chiffre le plus élevé jamais enregistré depuis le début de la surveillance en 2017* » selon le Haut Commissariat de l'ONU. Et pendant tout le mois de septembre 2023, des personnes de tous âges ont été abattues en Cisjordanie et il y a eu plusieurs attaques militaires israéliennes à Gaza contre des manifestants.

C'EST CELA LE « CIEL SEREIN »

Celui de la paix coloniale qui aurait été perturbée par l'attaque du 7 octobre. Il s'agit d'un contexte colonial brutal et violent avec une longue traînée d'attaques sanglantes et mortelles de la part de la puissance occupante. Tout cela sur une population prisonnière sans perspective politique que la mort à petit feu. Le ciel serein de la veille du 7 est celui de l'oubli des revendications légitimes du peuple palestinien sous la botte d'un occupant raciste³ et de plus en plus agressif.

LE 7 OCTOBRE : POGROM ANTISÉMITTE OU LUTTE DE RÉSISTANCE ?

Avoir ce contexte en tête permet de mieux comprendre les objectifs et les intentions initiales de l'attaque du 7 octobre. Le Hamas est un groupe politique créé en réaction à l'occupation coloniale en 1987. Il a une branche





politique, une branche armée et défend un programme nationaliste palestinien. Ce groupe dirige de facto la bande de Gaza depuis 2007 (où il a été régulièrement élu en 2006) et une partie de ses cadres sont donc dans les rouages de l'organisation sociale à Gaza. C'est une organisation islamiste mais avec une agentivité qui lui est propre. Une organisation qui a mené des actions strictement dans le cadre de la lutte de libération nationale sur le territoire palestinien. L'ONU considère d'ailleurs que c'est une organisation de libération nationale. Les motivations du Hamas pour l'action du 7 ont été explicitées après coup : remettre les Palestiniens au centre de la discussion. L'action armée avait aussi pour objectif de faire des otages. En plus de ces objectifs, il y eut des assassinats de civils désarmés. Ces assassinats furent le fait de combattants armés mais aussi de personnes sortant des brèches ouvertes de la bande de Gaza. Plusieurs centaines de civils Israéliens, a priori non combattants, ont été tués ce jour-là. Un nombre inconnu de ces civils le sera par l'armée israélienne voulant empêcher leur capture par les Gazaouis. Au total 1 154 du côté Israélien seront tués ce jour-là dont 784 personnes civiles. Ces attaques ont fait l'objet d'une couverture de la presse mondiale : « *attaque terroriste, pogrom antisémite, pire massacre de juifs depuis la seconde guerre mondiale* ». Il s'agit de faire le parallèle entre les attaques du 11 septembre 2001 ou encore celle du Bataclan. Mais pour cela il faut bien entendu ignorer le contexte colonial et mettre en avant la supposée barbarie des arabes, de l'islam et évidemment l'antisémitisme profond des masses arabes. Les parallèles entre le Hamas et d'autres organisations comme Daech sont là encore déployés. Les mensonges les plus délirants ont été mis en avant : viols de masse et systématique, bébés décapités ou mis au four pour ces exemples. En fait, comme nous venons de le voir, malgré le côté spectaculaire et inédit dans l'intensité de l'action du 7 octobre, elle reste très distincte des attaques comme celles du Bataclan. La situation de Gaza comme prison pour la première fois ouverte, les sentiments de colère face aux massacres précédents

ont développé un esprit de vengeance tout à fait explicable dans le contexte de Gaza. Il est très rare que dans les situations coloniales comme celle-ci les populations civiles colonisatrices ne soient pas impactées. En ayant en tête la situation de Gaza, la proximité des villages prospères derrière la grille de sécurité ont clairement suscité des réactions de colère, de ressentiment, etc. très similaires par exemple à la révolte de Nate Turner ou aux conséquences de la révolution haïtienne.

Il reste que ce contexte n'est jamais mobilisé et l'empathie sélective se situe dans un élan correspondant à l'axe colonial : les mort-es Israélien-nes sont identifiées à des personnes occidentales et les corps palestiniens massacrés, affamés et humiliés les jours, mois, années et décennies précédentes n'ont aucun poids.

Le dernier point de propagande concernant le déroulé du 7 octobre, c'est la caractérisation de pogrom antisémite. Ce point a été employé par une partie de la gauche française notamment. Comme on vient de le voir, si on met en contexte la situation à Gaza, le caractère de soumission coloniale saute aux yeux.

Comme l'antisémitisme est international, il est probable que les Palestiniens partagent une partie de ces préjugés sur les juif-ves. Mais Israël est un « *État-nation du peuple juif* » (comme il se définit formellement depuis 2018), les non-juif-ves sont des subalternes. S'attaquer à l'ordre colonial implique inévitablement de s'attaquer à cet État, ses structures et les personnes qui le défendent. Comparer cela avec l'antisémitisme européen notamment à l'époque des pogroms — des attaques sur les juif-ves effectués par les populations avec la bénédiction sinon le soutien de l'État et de sa police — relève de la déformation profonde. Comme indiqué précédemment, les actions des colons sur les villages palestiniens de Cisjordanie — dont le nombre a explosé — méritent le qualificatif de pogrom bien plus que les attaques du 7 octobre. La mise en silence du contexte, les fabrications mensongères successives d'atrocités affroyables qui n'ont jamais eu lieu et la caractérisation des attaques du 7 octobre comme une attaque antisémite perpétrée par des islamistes antisémites, permettent donc de justifier idéologiquement ce qui s'est passé après. C'est-à-dire la guerre génocidaire.

CONSÉQUENCE : L'EFFACEMENT D'UN GÉNOCIDE

À l'heure où nous écrivons, la « riposte » israélienne a causé la mort probable directe ou indirecte de plusieurs centaines de milliers de personnes, la destruction totale ou partielle des infrastructures de santé, des universités. Le parlement, les archives, des mosquées et églises historiques ont été détruites. « *Plus de bombes ont été larguées et plus de décombres ont été créés à Gaza que dans n'importe quel autre conflit ayant fait l'objet d'études.* »⁴

Plus de 70 % des habitations sont impactées. Les populations sont soumises à des déplacements forcés, la famine, les conditions climatiques et également la réapparition de maladies comme la polio. Les journalistes internationaux sont interdits dans la bande de Gaza et plusieurs centaines de journalistes palestiniens ont été tués (un grand nombre d'entre eux tués par les soldats israéliens alors qu'ils étaient facilement identifiables). Cela n'empêche pas d'avoir des témoignages, des vidéos des massacres commis par ces mêmes soldats. Certains sont même mis en avant par ceux qui les commettent : les réseaux sociaux pullulent de post de soldats israéliens se vantant de telle ou telle exaction — bien souvent des crimes de guerre. Le niveau de destruction est tel qu'il est estimé qu'il faudra plus de 60 ans pour revenir au niveau d'avant octobre 2023.

Il est pourtant toujours question du « droit à la défense d'Israël » dans la bouche des dirigeants occidentaux. Il est évidemment pertinent à ce stade de se demander : la défense contre quoi ? Et tout aussi clairement la vraie réponse ne sera ni le Hamas ni la résistance palestinienne mais l'existence même du peuple palestinien. En effet l'asymétrie militaire est telle, le fait qu'il est impossible qu'une organisation comme le Hamas puisse en l'état menacer militairement un État nucléaire comme Israël. Et concernant la menace « terroriste », bombardier et massacrer continuellement des civils est plutôt le meilleur moyen pour créer plus de menace terroriste, de soutien aux organisations armées, etc.

D'ailleurs on voit que le Hamas lui-même n'est pas la seule cible puisque la violence n'est pas restreinte à Gaza mais se répand également en Cisjordanie où les combats ont atteint une intensité inégalée depuis 2002 et où

par ailleurs le nombre d'implantations a explosé au cours de l'année passée. Ce problème n'est pas cantonné aux territoires occupés, les villages de Bédouins sont régulièrement détruits dans le désert de Naqab alors que ce sont des citoyens israéliens. Beaucoup de Palestinien-nes de 1948 sont également sous pression et peuvent faire l'objet d'arrestation seulement pour avoir sur leur téléphone des vidéos de soutien à Gaza.

De manière générale, la société israélienne juive est peu opposée au génocide. « *Que vos villages brûlent* » est le refrain d'une chanson populaire. En effet, même s'il y a des mouvements contre le Premier ministre et pour la libération des otages, les attaques sur Gaza rencontrent peu d'opposition dans l'opinion. Le racisme anti-palestinien reste à des niveaux très élevés. On arrive à donc à nier et effacer le génocide d'une population alors que celui-ci est filmé non seulement par les victimes mais aussi par les bourreaux. En plus de la déshumanisation et une absence totale des médias occidentaux, censurer le terme génocide est un outil de propagande central. « *Accuser l'État juif de génocide, c'est franchir un seuil moral* » avait déclaré en janvier Stéphane Séjourné alors ministre des Affaires étrangères.

L'exceptionnalité du génocide juif est utilisée pour hiérarchiser et amoindrir le caractère génocidaire des autres génocides et donc nier celui en cours⁵. Mais aussi cette bataille sur le terme s'articule sur des points techniques qui sont dérisoires compte tenu de l'ampleur et la nature du désastre. Il n'y a aucun doute sur la volonté des dirigeants israéliens de se débarrasser d'une manière ou d'une autre des populations de Gaza et surtout de Cisjordanie, et de fragmenter et faire disparaître la notion de peuple palestinien. La déshumanisation – le racisme anti-Palestinien – participe à la possibilité de nier le génocide dans les pays occidentaux⁶. Les dirigeants israéliens ne se sont pas privés d'utiliser ces termes et font écho au racisme anti-arabe et à l'islamophobie occidentale. Il s'agit d'une stratégie constante et continue de l'État israélien de se présenter comme un rempart occidental contre la « *barbarie arabe* »⁸. En fragmentant la société palestinienne, en l'appelant « arabe » et non palestinienne, les Israéliens donnent au racisme colonial un visage d'une homogénéité arabe essentielle qui permet de mobiliser à la fois le racisme occidental mais également le fait de justifier de les expulser vers d'autres pays « arabes ».

La base de la propagande entourant le 7 octobre est la négation du fait colonial pour rendre les attaques sans support autre que l'antisémitisme et la violence irrationnelle (« orientalisée »). Ce fait colonial ignoré permet à Israël de se présenter en victime. En outre, associé à ce fait colonial, Israël mobilise le racisme anti-arabe et l'islamophobie pour perpétrer son génocide et continuer sa colonisation. Cette déshumanisation raciste a pour but de faire accepter l'horreur des massacres⁹. □

1) T. Labica, Treillis Verbal. *Revue L'anticapitaliste* n°151, décembre 2023.

2) « Israeli military attacks Gaza Strip amid protests at border ». *Site Aljazeera*, 22 septembre 2023.

3) T. Labica Quelle histoire n'a pas commencé le 7 octobre ? Retour sur seize années d'enfermement de Gaza. *Contretemps*, décembre 2023.

4) Z Kovacs et G Lenoir Urbicide à Gaza : « Ils veulent faire oublier que nous vivions là ». *Médiapart*, 27 août 2024.

5) D Fassin Comment on fabrique le consentement au génocide à Gaza. *Contretemps*, septembre 2024.

6) H Hasal Il est temps de parler de racisme anti-palestinien en France. *Contretemps*, septembre 2024.

L Mounzer Guerre d'Israël contre le Liban : racisme et indécence dans le traitement médiatique occidental. *Contretemps*, 25 septembre 2024. Mostapha Barghouti, Le droit d'être un peuple comme un autre, *Orient XXI*, 2 octobre 2024.

8) N Perelman, Democratic washing : le cas israélien. *Yanni*, 3 juillet 2024

9) M. Belmecheri-Rozental Gaza, stratégie d'invisibilisation d'un génocide. *Yanni*, 29 septembre 2024.

Manifestation à Strasbourg le 5 octobre 2024 © Photothèque Rouge / Alexandre



La guerre israélienne contre le Liban

PAR JOSEPH DAHER

L'armée d'occupation israélienne a imposé une escalade meurtrière, avec le soutien des États-Unis, contre le Liban à partir de la mi-septembre, qui prend la forme d'une guerre ouverte.

Cette escalade a commencé par l'explosion d'appareils de communication utilisés par des membres du Hezbollah, civils et militaires, tuant 39 personnes et en blessant près de 3 000. Elle s'est poursuivie par des campagnes de bombardements massifs visant à assassiner les hautes personnalités militaires et politiques du Hezbollah, mais tuant également plus d'un millier de civils, et à provoquer le déplacement forcé de plus d'un million de personnes.

Le Hezbollah est confronté à son plus grand défi depuis sa fondation, avec l'assassinat de dirigeants militaires et politiques clés, dont son secrétaire général Hassan Nasrallah, qui a dirigé le parti pendant 32 ans. Alors que le parti avait adopté une attitude politique et militaire cherchant à éviter une guerre totale avec Israël, avec des opérations militaires du Hezbollah calculées, et relativement modérées ciblant très majoritairement des sites militaires israéliens, comparées à la violence des attaques israéliennes. Leur but était de montrer leur solidarité avec leurs alliés politiques palestiniens, et d'être crédibles quand ils mobilisent la rhétorique de la résistance, tout en cherchant à protéger leurs intérêts et alliances liés également à l'Iran dans la région... En outre, le Hezbollah ne voulait pas que ce conflit soit exploité par ses ennemis politiques internes qui en feraient le principal responsable de tous les malheurs du pays.

LA GUERRE AU LIBAN

La guerre actuelle d'Israël contre le Liban, avec le soutien des États-Unis, a remis en cause ce plan. Le parti ne se doutait certainement pas qu'elle durerait aussi longtemps et qu'Israël atteindrait un tel niveau d'intensité dans ses attaques contre le Liban, et

il a très probablement sous-estimé la supériorité militaire israélienne. Et ce, bien que le Hezbollah dispose de capacités militaires bien plus importantes qu'en 2006, notamment en termes de missiles.

Dans ce contexte, les responsables du Hezbollah tentent de démontrer que le parti poursuit la voie tracée par l'ancien secrétaire général du parti, après son assassinat et celui d'un certain nombre de hauts cadres militaires et politiques, afin de rassurer les partisans et les membres du parti.

PRIORITÉS DU HEZBOLLAH

Les priorités principales et actuelles du Hezbollah sont tout d'abord de protéger ses structures internes et sa chaîne de commandement, notamment en comblant le vide au sommet du parti en ce qui concerne les diverses responsabilités politiques et militaires et en élisant un nouveau secrétaire général, tous assassinés par l'armée d'occupation israélienne. Dans ce cadre, il s'agit aussi de maintenir et protéger ses capacités militaires, y compris les missiles et les roquettes à longue portée, contre les attaques et les offensives d'Israël.

Ces priorités expliquent en partie l'évolution rhétorique récente du parti du Hezbollah concernant l'objectif affiché depuis le 7 octobre de 2023 de ne pas séparer les fronts de Gaza et du Liban jusqu'à un cessez-le-feu dans la bande de Gaza. En effet, le secrétaire général adjoint Naïm Kassem, et des députés du parti Hussein Hajj Hassan et Amine Cherri, ont affirmé après l'assassinat de Hassan Nasrallah que leur priorité était de mettre fin à l'agression israélienne contre le Liban et de soutenir un cessez-le-feu, indépendamment d'un arrêt des combats à Gaza. Cependant ces déclarations restent lettre morte, car l'armée d'occupation israélienne

poursuit sa guerre meurtrière contre le Liban. Cette évolution est aussi liée aux défis internes sur le plan national, et l'incapacité pour son principal soutien, l'Iran, de faire bien plus en faveur du Hezbollah.

Cela dit, le parti reste actuellement l'acteur politique le plus important au Liban, tout en continuant à exercer une influence dépassant ses frontières nationales, notamment en Syrie, et à représenter le joyau de l'influence politique régionale de Téhéran.

Les capacités militaires du Hezbollah continuent de représenter un atout majeur du parti, malgré les infiltrations israéliennes, l'affaiblissement de la communication interne et l'assassinat d'un grand nombre de ses commandants militaires expérimentés. Il dispose notamment d'effectifs militaires de plusieurs dizaines de milliers de soldats (probablement environ 50 000 avec les réservistes) et d'un vaste arsenal de roquettes et de missiles. Pour la première fois depuis le 7 octobre, le parti a utilisé différents types de missiles Fadi, qui sont des missiles puissants et de longue portée, pour frapper des sites militaires dans la périphérie des villes de Haïfa et Tel-Aviv. De même, lors des premières tentatives d'infiltration de l'armée d'occupation israélienne dans les territoires libanais, les soldats du Hezbollah leur ont infligé des pertes, en détruisant plusieurs tanks et causant la mort de plusieurs soldats israéliens.

Parallèlement à son mouvement armé, le parti dispose d'un vaste réseau d'institutions fournissant à sa base populaire des services clés et essentiels, même s'ils ont été partiellement mis à mal par la guerre et sont sous pression avec les besoins toujours croissants de la population impactée par la guerre, dont un grand nombre forme sa base populaire. Dans ce contexte, la grande

majorité de cette base du parti restera très probablement fidèle, malgré des critiques plus importantes formulées à l'encontre du parti et de ses politiques, en particulier en l'absence d'une alternative politique inclusive et au milieu d'une crise économique profonde et continue avec un État et ses services publics aux abonnés absents.

SOLIDARITÉ NATIONALE AU LIBAN

Cependant, même si une solidarité nationale s'est exprimée avec les civils récemment tués, le soutien au Hezbollah y est réduit au sein des populations libanaises des autres confessions. Cela est une différence importante comparée à la guerre israélienne contre le Liban de 2006, lorsque le Hezbollah disposait d'une plus grande popularité au sein des autres confessions religieuses. Bien des choses ont changé depuis. En mai 2008, déjà, l'organisation avait pris les armes contre d'autres Libanais, avec une invasion de certains quartiers de Beyrouth ouest et des combats dans d'autres régions, notamment dans le Chouf, après que le gouvernement libanais a annoncé vouloir démanteler son réseau de communication. En plus de ce conflit intérieur, elle a participé plus tard à la répression meurtrière du mouvement populaire syrien aux côtés du régime despotique syrien et cela a de nouveau attisé les tensions confessionnelles au Liban. Enfin, le Hezbollah fait partie de tous les gouvernements depuis 2005 et est donc perçu comme l'un des responsables de la crise économique et financière de 2019, comme les autres partis dominants libanais. Hassan Nasrallah a même été très virulent à l'égard du mouvement de protestation cette année-là, l'accusant d'être financé par des ambassades étrangères et envoyant des membres du parti attaquer les manifestants. Ajoutons à cela d'autres incidents confessionnels, entre des membres du Hezbollah et des individus d'autres confessions, et finalement les accusations, à l'encontre du Hezbollah principalement, d'obstructions dans l'enquête sur les explosions du port de Beyrouth. Tous ces éléments ont mené à un plus grand isolement du Hezbollah, à la fois politique et social au sein de la population libanaise, hors de sa base populaire chiite. Cela est une des raisons, parmi d'autres, dans la volonté du parti d'éviter une guerre totale contre Israël.

AFFAIBLISSEMENT RÉGIONAL

Au niveau régional, un affaiblissement trop important du Hezbollah est problématique pour la stratégie géopolitique et le réseau d'influence régional de l'Iran. Les objectifs stratégiques de Téhéran, en particulier depuis le 7 octobre, ont en effet été d'améliorer sa situation géopolitique régionale pour les futures négociations avec les États-Unis, en particulier sur les questions nucléaires et les sanctions, et de garantir ses intérêts politiques et sécuritaires. La dernière attaque iranienne contre Israël doit être considérée dans ce cadre, tout en essayant de réaffirmer une forme de dissuasion, bien qu'inégale par rapport à la supériorité des capacités militaires israéliennes et au soutien apporté par Washington. De plus cette attaque ne permettra à aucun moment d'arrêter la guerre israélienne contre le Liban ou d'alléger les pressions militaires et politiques croissantes sur le Hezbollah.

Début octobre, Téhéran a en effet mené, la deuxième fois en six mois, une attaque directe contre Israël, mais cette fois-ci avec une plus grande intensité. Près de 200 missiles balistiques ont été tirés de la République islamique, sur ordre du guide suprême Ali Khamenei. Les attaques ont été revendiquées par le Corps des gardiens de la révolution islamique (CGRI) comme une riposte aux assassinats attribués à Israël du chef du bureau politique du Hamas Ismaïl Haniyé à Téhéran le 31 juillet, du secrétaire général du Hezbollah Hassan Nasrallah et du commandant des gardiens de la révolution Abbas Nilfroushan, tués tous les deux dans les bombardements israéliens massifs sur la banlieue sud de Beyrouth le 27 septembre.

Alors que les missiles ont été beaucoup plus rapides à atteindre Israël qu'en avril dernier, lorsque le trajet avait pris plusieurs heures, les dégâts semblent avoir été limité, les États-Unis et la Jordanie ayant apparemment contribué à intercepter des projectiles. Si quelques projectiles sont passés dans les mailles du filet de la défense israélienne, seule la base de Nevatim dans le désert du Néguev a été touchée, causant des dégâts mineurs. L'armée d'occupation israélienne a affirmé suite à l'attaque qu'elle ripostera « à l'endroit et au moment » décidés, tandis que Washington a rapidement réitéré son

soutien indéfectible à l'État d'Israël après l'attaque en déclarant par la voix du Président Biden « *Ne vous y trompez pas, les États-Unis soutiennent pleinement, pleinement, pleinement Israël* ».

IMPUNITÉ DE L'ÉTAT D'ISRAËL

En conclusion, l'État d'Israël agit en toute impunité et menace toute la région, et cela grâce au soutien des États-Unis et de ses alliés européens. Ils ont fourni à Israël tout l'équipement militaire dont il a besoin pour mener sa guerre génocidaire, occuper et coloniser les terres palestiniennes, entamer une nouvelle guerre contre le Liban, bombarder le Yémen et la Syrie, commettre des assassinats dans toute la région et intensifier les opérations militaires contre l'Iran. Le 13 août, les États-Unis ont accepté de vendre pour 20 milliards de dollars d'armes à Israël. La majeure partie de cette somme sera consacrée à un contrat portant sur cinquante avions de combat F-15A, dont la livraison est prévue pour 2029 — une décision qui témoigne de l'engagement à long terme des États-Unis vis-à-vis d'Israël. Quelques semaines plus tard, à la fin septembre 2024, les États-Unis ont accordé une nouvelle aide militaire à l'État d'Israël d'une valeur de 8,7 milliards de dollars « *en soutien à l'effort militaire en cours d'Israël* ». Dans le détail, cette aide porte sur le déblocage de 3,5 milliards de dollars en vue de l'achat de matériel et équipement de guerre, et de 5,2 milliards de dollars destinés à l'amélioration des systèmes de défense antiaériens israéliens, notamment les boucliers antimissiles Dôme de fer et Fronde de David, ainsi qu'un « système laser de pointe ».

Après le 7 octobre 2023, la stabilité dans la région ne pourra plus être atteinte sans accorder des droits démocratiques et sociaux aux Palestiniens et aux classes populaires régionales. À court terme, cela signifie un cessez-le-feu total pour arrêter la guerre génocidaire d'Israël contre les palestiniens, le retrait de l'armée d'occupation israélienne de la bande de Gaza, la cessation de l'agression israélienne au Liban et dans les pays voisins et une distribution massive d'aide humanitaire aux Palestiniens et aux autres personnes touchées par l'agression israélienne dans l'ensemble de la région, notamment au Liban. Mais à long terme, la stabilité dépend largement de la fin de la colonisation, de l'occupation et de l'apartheid israélien en Palestine, ainsi que la liberté et la justice sociale aux classes populaires régionales. □

Colonisation et annexion continue de la Cisjordanie

PAR JOSEPH DAHER

Alors que la guerre génocidaire se poursuit dans la bande de Gaza et que les crimes d'Israël s'étendent au Liban, la Cisjordanie est aussi le théâtre de violences, annexions et colonisations de terres continues de l'occupation israélienne.

Une opération militaire de l'armée d'occupation israélienne a d'ailleurs eu lieu fin août en Cisjordanie occupée d'une violence massive jamais vue depuis vingt ans. En quelques jours, des quartiers de plusieurs villes ont été pris pour cible, des dizaines de civils ont été assassinés, déplacés et assiégés, tandis que de nombreuses infrastructures civiles ont été détruites. De plus début octobre, un bombardement israélien contre le camp de réfugiés de Tulkarem, au nord de la Cisjordanie occupée, a fait environ 20 morts. Il s'agissait de la frappe israélienne la plus meurtrière en Cisjordanie depuis 2000.

Ces actions meurtrières interviennent après des mois d'escalade de la violence contre les Palestinien·nes par l'armée d'occupation israélienne et les colons en Cisjordanie, qui ont depuis le 7 octobre assassiné plus de 700 personnes et en ont déplacé de force plus de 5 000 à la suite de la démolition de leurs maisons. Plus de 2 000 hectares de terres ont également été déclarées propriété de l'État en accordant aux Juifs israéliens le droit exclusif de les louer depuis le 7 octobre.

TRANSFERT DE SOUVERAINETÉ

De plus, le ministre des finances et ministre de la défense Smotrich a transféré de vastes pans de souveraineté sur la Cisjordanie des mains des militaires à celles du gouvernement civil et son ministère dominés par l'extrême droite, donnant les pleins pouvoirs à Israël sur l'acquisition et le développement de nouvelles colonies.

L'objectif principal de la stratégie israélienne en Cisjordanie est son annexion en déposant les Palestinien·es et en confisquant leurs terres. Depuis 1967, début de l'occupation israélienne de la Cisjordanie et Jérusalem Est, les forces d'occupation israéliennes ont mis en place le plan Allon, du nom de son concepteur Ygal Allon, un chef militaire et homme politique israélien. Ce plan prévoyait la construction de colonies et de bases militaires, de manière à s'assurer le contrôle stratégique des territoires, sans annexer les zones où la population palestinienne est concentrée (villages, villes, etc.), qui serait contrôlé par une autorité arabe collaborationniste. Initialement, le plan prévoyait de rendre ces zones à la monarchie jordanienne, mais à bien des égards c'est l'Autorité palestinienne qui joue ce rôle depuis les accords

tandis que le processus de judaïsation de Jérusalem annexée débute. Dans les années 1970, le général israélien Dayan encourage l'accélération de la colonisation juive de la Cisjordanie.

Les accords d'Oslo ont permis à bien des égards à Israël de maintenir sa domination totale sur les Palestinien·nes dans les Territoires occupés et de renforcer la colonisation. Le nombre de colons a plus que doublé depuis la signature des accords en 1993. 229 colonies israéliennes sont réparties en Cisjordanie et à Jérusalem Est. Elles hébergent plus de 700 000 colons, dont plus de 200 000 dans la partie orientale de Jérusalem, aux côtés de quelque 3 millions de Palestinien·nes.

SILENCE DES ÉTATS OCCIDENTAUX

Face à cette colonisation et annexion continue de la Cisjordanie, les États occidentaux restent relativement passifs, malgré quelques communiqués et sanctions à l'encontre de colons, mais sans prendre aucune mesure contre l'État d'Israël, principal acteur de ces dynamiques.

D'ailleurs, le vote de l'Assemblée générale de l'ONU d'une résolution non contraignante, adoptée par 124 voix, réclamant en septembre la fin de l'occupation israélienne des territoires palestiniens dans les « 12 mois » et appelant à des sanctions contre Israël, a été refusée par les États-Unis, tandis que de nombreux pays occidentaux, y compris la Suisse, se sont abstenus.

Cela démontre comme dans la bande de Gaza, la complicité des États occidentaux dans les politiques criminelles et terroristes de l'État d'Israël contre les Palestinien·nes. C'est pourquoi militer pour la solidarité avec la Palestine, c'est aussi lutter contre nos propres classes dirigeantes. □



Manifestation à Paris, 13 janvier 2024
© Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas

Islamophobie et résistance à l'occupation israélienne

PAR LOUISA D.

« Qui sont les Palestiniens ? Je ne connais personne de ce nom. Ils n'existent pas ». Dans cette déclaration de Golda Meïr en 1969 se trouve l'essence de ce qui permettra, cinquante ans plus tard, le génocide des Palestinien·nes de Gaza. Malgré sa médiatisation en direct par ses victimes et un mouvement de solidarité organisé dans de nombreux pays, il se poursuit irrémédiablement depuis un an.

Le racisme anti-arabes et l'islamophobie prégnants dans le Nord impérialiste allié d'Israël explique non seulement comment le consentement au génocide s'est fabriqué¹ mais également pourquoi le mouvement de solidarité ne s'est pas massifié.

LE RACISME ANTI-ARABE ET L'ISLAMOPHOBIE STRUCTURENT LE CONSENTEMENT AU GÉNOCIDE

Un génocide nécessite la déshumanisation de ses victimes. La société israélienne est profondément raciste envers les Palestinien·nes. L'adhésion au projet sioniste de la colonisation nécessite cette déshumanisation qui aujourd'hui évolue vers un sentiment génocidaire partagé largement et dont les signaux étaient visibles avant octobre 2023. D'ailleurs depuis le 7 octobre, l'expression de soutien aux Palestinien·nes n'a été que très marginale dans les manifestations qui avaient débuté contre Netanyahu et une réforme de la Cour suprême et se sont poursuivies pour la libération des otages.

C'est sur cette dimension raciste et suprémaciste du sionisme que s'est fabriqué le consentement au génocide à l'étranger. Dans le discours des classes dominantes, la lutte des Palestinien·nes est décrite comme l'expression d'un fanatisme religieux et associée au terrorisme islamiste international². L'intériorisation d'une hiérarchie raciale permet aux pays occidentaux de s'identifier aux victimes israéliennes et d'un même geste, d'invisibiliser le meurtre des Palestinien·nes. À ce titre, les bi-nationaux israéliens ont bénéficié de rapatriements, voire même d'hommages pour celles et ceux décédés le 7 octobre, alors que les bi-nationaux palestiniens ont eu les plus grandes difficultés pour échapper aux massacres

et rapatrier leurs proches. Ainsi, Israël et surtout Netanyahu sont non seulement soutenus par les régimes et les partis d'extrême droite mais également par tous les gouvernements qui se reconnaissent dans cette grille de lecture culturaliste de la « guerre des civilisations » qui se transpose dans l'hostilité envers les Arabes, les musulman·es et celles et ceux racialisé·es comme tel·les. Le racisme systémique et une montée en puissance de l'islamophobie commune au Nord impérialiste ont permis qu'un tel alignement du discours s'opère instantanément. Un telle perméabilité n'est possible qu'en raison de notre propre impensé colonial et de la construction de l'État sur l'homogénéisation ethnique de la nation et le suprémacisme.

Enfin, le tableau ne serait pas complet sans le dévoiement de la lutte contre l'antisémitisme par le gouvernement sioniste qui soutient que la résistance du peuple palestinien ne serait pas motivée par leur persécution en tant que peuple colonisé mais par l'antisémitisme. En servant de blanc-seing à d'autres régimes racistes, Israël exonère chacun de ses soutiens de tout antisémitisme et leur permet en retour, sous prétexte de lutte contre l'antisémitisme, de cibler les musulman·es. D'ailleurs, suivant la théorie du « *nouvel antisémitisme* », l'antisémitisme contemporain émanerait principalement des Arabes et donc serait « importé ».

Ce discours place d'emblée les soutiens du peuple palestinien dans le camp des ennemis d'État avec le sophisme suivant : soutenir le peuple palestinien serait soutenir le terrorisme envers les juif·ves.

L'effacement de la dimension coloniale au profit d'un discours civilisationnel est repris dans les médias dominants qui l'ont largement amplifié. Le traitement médiatique a déshumanisé les vies

palestiniennes dont le nombre de morts a été relativisé et a euphémisé le brutalité de l'offensive israélienne. Des rédactions ont été interdites d'utiliser des termes qui visibilisent le contexte colonial dans lequel elle s'inscrit³. Le traitement médiatique a aussi grandement participé à la diabolisation du mouvement de solidarité. Il s'est accompagné d'une expression raciste et islamophobe décomplexée.

L'ISLAMOPHOBIE, PIERRE ANGULAIRE DE LA RÉPRESSION DU MOUVEMENT DE SOLIDARITÉ EN FRANCE

L'islamophobie d'État en France, qui s'inscrit dans sa propre histoire coloniale, se combine parfaitement avec la propagande israélienne. C'est précisément ce qui s'est déroulé lors de la manifestation contre l'antisémitisme du 12 novembre 2023 à laquelle a participé l'extrême droite française antisémite. Dans l'appel, le lien était fait entre « *République et lutte contre l'antisémitisme* » et « *défense de la laïcité face à l'islamisme* ». Très rapidement, les attaques du 7 octobre ont été comparées aux attentats du Bataclan et le vocabulaire raciste de la sauvagerie a été utilisé pour décrire la résistance palestinienne.

Alors que les classes populaires racisées se sont rapidement mobilisées, la répression étatique a pris un tournant contre toute forme d'expression de soutien. Des interdictions générales de manifester ont été motivées par le risque de propos antisémites dans les manifestations et d'expression de soutien au Hamas. C'est cette expression des musulman·es et des générations de racisé·es issues de l'immigration postcoloniale que la classe dominante a





d'abord cherché à invisibiliser de l'espace public en la présentant comme une menace par essence à l'ordre public.

L'imposition du narratif israélien a impacté le mouvement de solidarité. Il s'est structuré en lien avec les luttes antiracistes et anti-impérialistes et l'émergence d'Urgence Palestine, constitué autour de Palestinien-es, a permis des revendications plus radicales ; en parallèle, le front d'organisations de soutien historique s'est fracturé sur la condamnation du Hamas. Ceci peut expliquer pourquoi le mouvement de solidarité s'est retrouvé plus facilement criminalisé, car plus isolé. Cette criminalisation a été particulièrement forte en France avec réponse pénale « *ferme et rapide* » demandée aux procureurs face à l'antisémitisme et à l'« *apologie du terrorisme* »⁴ dans une confusion totale entre la dénonciation des crimes de l'État israélien et le terrorisme. L'autonomisation de l'infraction d'apologie du terrorisme qui ne relève plus seulement de la loi sur la liberté de la presse a servi de fondement à des procédures de comparution immédiate. On dénombrait déjà plus de 600 poursuites pour apologie du terrorisme en avril, avec une peine encourue de sept ans de prison fermes.

Une répression d'ampleur a visé les mosquées : plusieurs imams et responsables de lieux de culte ont fait l'objet de procédures de retrait de titre de séjour et d'expulsion en raison de propos tenus en soutien au peuple palestinien. Le cas le plus médiatisé a été celui d'Abdourahman Ridouane, président de la mosquée de Pessac qui va être expulsé après le rejet de son recours devant le Conseil d'État. Cette répression s'inscrit évidemment dans l'attaque plus généralisée de l'État sur les communautés culturelles musulmanes organisées (la mosquée de Pessac avait déjà fait l'objet de quatre tentatives de fermeture administrative). On peut également citer l'imam Ismaïl de la mosquée des Bleuets, qui a dû se mettre en retrait pour éviter sa fermeture. L'effet direct de cette offensive est la destruction de communautés et la démobilisation de personnes politisées via l'islam. Elle a été grandement facilitée par les nombreuses dissolutions de collectifs de luttes contre l'islamophobie ces dernières années.

Les voix palestiniennes et leurs alliés ont été intimidés, notamment Mariam Abu Daqqa qui a été expulsée, Rima Hassan qui a fait l'objet d'un violent harcèlement mais aussi Elias d'Imzalène, figure de Perspectives musulmanes, qui va être

jugé pour apologie du terrorisme après avoir repris le mot d'ordre d'Intifada.

Parce qu'elle dénonce le génocide et a refusé de condamner la résistance armée, La France insoumise a fait l'objet d'une attaque sans précédent, pour la discréditer. La campagne de diffamation associant accusations d'antisémitisme et clientélisme envers des électeurs pro-palestiniens était indéniablement raciste et islamophobe parce que reposant sur les logiques suivantes : seul ce clientélisme envers des électeurs racialisés-es comme Arabes et musulman-es pourrait expliquer le soutien de la FI au peuple palestinien (et donc seuls d'autres Arabes pourraient avoir de l'empathie envers les Palestinien-nes) ; et la critique d'Israël ne peut s'expliquer que par de l'antisémitisme et non par un soutien réel à la lutte anticoloniale des Palestinien-nes.

Enfin, c'est aussi le traitement médiatique par les médias français qui a été éminemment raciste et islamophobe. L'ARCOM a d'ailleurs été obligée d'intervenir sur un usage excessif de généralisations et stéréotypes dans le cadrage médiatique. Il a été dénoncé en tant que tel par l'association des journalistes antiracistes et racisés-es⁵.

L'islamophobie particulièrement structurante en France a favorisé l'acceptation de ce niveau de répression dans la société à l'encontre de soutiens pro-palestiniens avec des schémas de domination propres à l'oppression raciste.

À L'ÉTRANGER, DES MOBILISATIONS CONTRAINTES PAR LE RACISME

Ce constat d'une hausse du niveau de la répression à l'encontre du mouvement de solidarité pro-palestinien peut être étendu à la plupart des pays impérialistes alliés d'Israël : entrave au droit de manifester, harcèlement et diffamation des soutiens, contrôle de l'expression publique, annulation d'événements culturels, licenciements, criminalisation, stigmatisation des étranger-ères, etc⁶. Les palestinien-nes de la diaspora ont été particulièrement visés-es⁷. Il y a eu des dynamiques similaires : lien avec les luttes antiracistes et anticoloniales, notamment en raison d'une forte participation de personnes racisés-es, et un activisme pro-palestinien perçu comme menaçant et, par défaut, antisémite. Surtout, une forte augmentation des actes islamophobes a été constatée (discours de haine, stigmatisation, attaques de lieux de culte mais aussi violence physique et meurtres).

En Allemagne, la censure contre le mouvement de solidarité est très forte en raison du soutien à Israël qualifié de « raison d'État ». Un racisme d'État s'est déployé autour de la conviction que

l'antisémitisme est importé par les étrangers de confession musulmane⁸.

L'Espagne et l'Angleterre font figure d'exceptions avec un important niveau de mobilisation qui s'explique par un soutien à la Palestine largement partagé dans l'opinion publique. Le soutien inconditionnel de la classe politique anglaise est compensé par le fort rôle mobilisateur des organisations communautaires de musulman-es et Palestinien-nes⁹.

Le mouvement d'occupation des universités débuté aux États-Unis avait le potentiel de faire changer le rapport de force. Là aussi, les étudiant-es mobilisé-es ont été intimidés-es et diffamés-es, accusés-es d'antisémitisme et de complaisance envers le Hamas.

Si ces mobilisations ont pu être par endroits conséquentes, elles n'ont pas été à même d'infléchir suffisamment le soutien des classes dirigeantes à Israël, même si le soutien « inconditionnel » est aujourd'hui plus timide. Ces dernières, en assumant l'importation de la rhétorique du conflit de civilisation où Israël serait une bastille occidentale face au péril islamiste, utilisent l'expression du soutien à la résistance palestinienne pour cibler les Arabes et musulman-es.

En un an, nous pouvons tirer les bilans d'une mobilisation internationale qui n'a pas su dépasser le plafond du racisme anti-arabe et un mépris profond pour les vies palestinien-nes. Cette représentation raciste de l'expérience palestinienne n'est pas nouvelle, de même que la criminalisation de leurs soutiens et de l'amalgame entre antisionisme et antisémitisme. En revanche, l'alignement inconditionnel avec la propagande israélienne a marqué une accélération de la fascisation générale, alimenté par une normalisation de la déshumanisation des Arabes et un approfondissement de l'autoritarisme. En cela, nous portons la responsabilité collective de regarder dans le miroir que nous tend Israël. □

1) D. Fassin Comment on fabrique le consentement au génocide à Gaza. *Contretemps*, septembre 2024.

2) H. Assal Il est temps de parler de racisme anti-palestinien en France. *Contretemps*, octobre 2024.

3) J. Scahill *Leaked* NYT Gaza Memo Tells Journalists to Avoid Words « Genocide, » « Ethnic Cleansing, » and « Occupied Territory ». *The Intercept*, avril 2024.

4) R. Chekkat France : dépolitiser et criminaliser la solidarité avec la Palestine. *Middle East Eye*, mars 2024.

5) Déclaration de l'AJAR, Israël/Palestine : l'AJAR condamne le racisme dans les rédactions.

6) Layla Kattermann et Diala Shamas, Répression de la solidarité avec la Palestine : des défis aux États-Unis et en Europe. *Agence média Palestine*, 17 décembre 2023.

7) H. Poltier Une répression anti palestinienne dans toute l'Europe. *Mediapart.org*, octobre 2023.

8) M. Sappir The spiraling absurdity of Germany's pro-Israel fanaticism. *+972 Magazine*, mars 2024.

9) H. Lackner La Palestine, un enjeu des élections britanniques. *Orient XXI*, juillet 2024.

La Résistance palestinienne en Palestine

PAR ÉDOUARD SOULIER

Depuis le 7 octobre, les Palestiniens à Gaza subissent le pire événement militaire de l'histoire de l'enclave avec un déferlement de forces et de violences inégalées. Parallèlement, l'État d'Israël a mené l'offensive sur les autres territoires occupés : la Cisjordanie et Jérusalem Est et maintenant toute la région.

Cette offensive a pour but dans toutes ses configurations d'augmenter l'emprise coloniale notamment en expulsant et détruisant des habitations mais également en tuant délibérément et systématiquement les personnes qui résistent — les israéliens appellent cela « *tondre la pelouse* ».

Lorsque les médias parlent de cette situation — et ce n'est pas souvent — les palestinien·nes sont souvent montrés·es comme extrêmement passifs. Il est vrai qu'en apparence l'asymétrie de moyens donne cette impression. Mais la résistance palestinienne est bien vivace à la fois résistance armée,

résistance pacifique et juridique. Pourtant l'un des aspects importants de la colonisation israélienne est le morcellement de la société palestinienne : morcellement territorial sans contiguïté géographique, morcellement administratif et morcellement politique. Ce qui fait que de facto chaque groupe de Palestiniens n'a pas les mêmes difficultés ni les mêmes opportunités de réplique/riposte et de soutien.

LA SOCIÉTÉ CIVILE PALESTINIENNE

Les Palestiniens ne sont pas restés sans rien faire. Sur la scène internationale cette résistance a

permis des victoires symboliques importantes : condamnation pour génocide plausible et condamnation de l'occupation et de l'apartheid par la Cour internationale de justice, la reconnaissance de l'État palestinien avec statut d'observateur à l'Assemblée générale de l'ONU. Cette présence a notamment permis d'inscrire des sanctions contre Israël dans la dernière résolution de cette assemblée. La société civile palestinienne c'est aussi la campagne Boycott désinvestissement sanctions (BDS) basée à Ramallah qui continue la lutte pour délégitimer l'État d'Israël, sa colonisation et son apartheid. À la



Manifestation à Paris le 13 janvier 2024 © Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas



fois politique, idéologique et économique, cette campagne a enregistré des victoires : désinvestissement d'AXA, retrait de PUMA et un certain nombre de boycotts d'événement. Organisée depuis la Palestine, la campagne BDS est le point d'entrée le plus simple pour les personnes souhaitant soutenir les Palestiniens en dehors de Palestine. La direction de la campagne BDS recommande de pousser plus fort notamment sur les banques comme la BNP car elle considère que l'économie israélienne est au bord du précipice et que les désinvestissements massifs des banques pourraient la pousser plus rapidement dans le gouffre.

L'AUTORITÉ PALESTINIENNE

L'Autorité palestinienne (AP) s'est retrouvée dans une situation encore plus inconfortable que les années précédentes où le massacre et l'oubli des Palestiniens se faisait à bas bruit. Régulièrement – et très justement – accusé de trahison et d'être des supplétifs de l'armée israélienne, l'AP contrôle essentiellement quelques villes en Cisjordanie et évidemment la politique de résistance dans les institutions internationales. L'AP est dans une position délicate car à la fois elle ne peut continuer

son soutien direct à l'offensive sur Jénine, Tulkarem, etc. et laisser le contrôle aux éléments radicaux. Le fait que l'AP ne négocie pas la libération de Marwan Barghouti est lié au fait que celui-ci, de facto, prendrait sa direction et des purges auraient lieu dans les hautes sphères.

Il y a un grand enjeu personnel pour l'AP à rester en poste. Pour s'en rendre compte, il y a deux millions de personnes en Cisjordanie et 250 000 personnes qui travaillent pour l'AP dont la moitié dans des forces de sécurité. La plupart dans la zone A - Ramallah, Jéricho etc ... qui sont pour l'instant relativement épargnées. Car même les zones proches de Ramallah comme Houwara sont des cibles de la colonisation. L'offensive israélienne se concentre surtout sur les camps de réfugiés pauvres où il y a des groupes armés autonomes. Sur le terrain, mis à part les protestations d'usage, l'AP a surtout servi de police contre les groupes armés de Cisjordanie, la plupart venant de ces camps de réfugiés. Il paraît donc difficile à ce stade de considérer l'AP comme faisant partie de la résistance.¹

EN CISJORDANIE

Pourtant, l'État d'Israël a commencé une offensive sans précédent en Cisjordanie, jugeant sans doute qu'à ce stade le soutien occidental est acquis et qu'augmenter les prises de

terres pourra passer dans le « solde Gaza » : c'est-à-dire comme faisant partie de l'offensive générale contre le « terrorisme » et contre le Hamas. Pour l'instant encore les colons et l'armée israélienne font le plus facile, ils tuent des manifestant·es, des enfants et détruisent des immeubles. Mais la résistance militaire palestinienne organisée est plus importante et comme indiqué précédemment même l'Autorité palestinienne a beaucoup de mal à contrôler les volontés des groupes autour du Jihad islamique ou du Hamas et même issues de ses propres rangs comme les martyrs d'Al aqsa ou d'autres groupes plus radicaux comme l'Antre du lion². L'émergence de nouveaux groupes armés palestiniens n'est pas un phénomène récent. De tels groupes se sont formés au cours de la première et de la deuxième Intifada, ou pendant toute période d'escalade de l'oppression ou de restriction des droits des Palestiniens sous l'occupation israélienne.

Une nouvelle génération de groupes armés palestiniens aux stratégies, tactiques et objectifs divers s'est formée depuis 2021, notamment en Cisjordanie occupée, en réponse aux politiques israéliennes répressives, à l'augmentation des raids violents, à la poursuite de la colonisation et à l'absence de voie politique.³



Manifestation à Paris, 4 novembre 2023 © Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas

À GAZA

Gaza a toujours été un haut lieu de résistance. Le retrait des colonies en 2005 est essentiellement dû au coût prohibitif de la surveillance et de la protection de celles-ci – et aussi dans le but de se focaliser sur la Cisjordanie. C'est aussi de fait l'endroit où l'Autorité palestinienne a eu le moins de prise et a complètement disparu après les guerres intergroupes de 2007 suite à la volonté du Fatah de renverser le résultat électoral.

Depuis le blocus de Gaza, le principal parti politique qui y organise la vie est le Hamas, qui a aussi une branche militaire. Les Gazaoui-es ont plusieurs fois organisé-es des protestations contre la colonisation, contre le mur de séparation. Plusieurs manifestations ont eu lieu l'année passée. Mais depuis octobre, la résistance est principalement militaire. Les combattants de plusieurs groupes armés continuent d'intervenir contre les forces israéliennes. Les principales forces sont les groupes armés du Hamas (Al Qassam), du Jihad islamique (Al Quds) du FPLP et aussi du Fatah (Brigade des Martyrs d'Al Aqsa). Ces groupes armés interviennent très régulièrement contre les forces au sol. Comme on peut le voir dans des vidéos de combattants dans lesquelles les cibles sont signalées par des triangles rouges. Ces groupes armés revendiquent des succès contre plusieurs milliers d'engins – tanks, bulldozers, transports de troupes. Les chiffres officiels indiquent que depuis le début des opérations terrestres à Gaza le 27 octobre 2023, l'armée israélienne compte 346 soldats israéliens tués et plus de 2 300 blessés.⁴ Compte tenu de la fréquence des attaques attestées par les vidéos, il semble que ce chiffre soit très sous-estimé – probablement en ignorant les pertes des groupes de mercenaires déployés sur la zone.⁵

En outre et malgré les destructions et les contrôles de plusieurs zones dans Gaza, des dizaines de roquettes ont été tirées vers le nord (Ashkelon) et vers le Naqab (Beer Sheva). Plus qu'un résultat militaire, ces tirs de roquettes montrent bien le faible contrôle qu'exerce l'armée israélienne sur les groupes armés. Visiblement, il est plus facile de détruire des bâtiments et de tirer sur des camps de réfugiés. Cependant l'armée israélienne

continue sa propagande sur les boucliers humains pour justifier ses massacres comme celui du camp de réfugiés de Nuseirat dont le bombardement pour tuer l'un des dirigeants du Hamas a fait 90 morts. Comme d'habitude chaque accusation est une confession : il n'y a aucune preuve de l'utilisation de boucliers humains par le Hamas et autres groupes alors que c'est extrêmement documenté côté israélien. Cette preuve serait dans tous les cas inutile à établir vu le caractère à la fois massif et aveugle des bombardements israéliens.

QUELLES SONT LES PERSPECTIVES ?

Les principales demandes concernent un cessez-le-feu. La vérité est que les principales factions de la résistance à Gaza (le Hamas et le Jihad islamique) ont déclaré qu'elles accepteraient tout arrangement pour gouverner la bande de Gaza après la fin de la guerre, à condition que cet arrangement soit palestinien et non imposé par Israël.⁶ L'Autorité palestinienne a également accepté de jouer un rôle dans la gestion de la bande de Gaza, à condition de rétablir l'unité politique avec la Cisjordanie. Le gouvernement israélien est le seul à avoir rejeté toutes les propositions pour le « jour d'après » et n'a même pas spécifié de plan clair pour ce jour, car il rejette l'existence même du Hamas et tout rôle pour l'Autorité palestinienne, et refuse d'inclure toute solution politique qui garantisse ne serait-ce qu'une fraction des droits nationaux des Palestiniens. Le Hamas et les autres factions de la résistance ont appelé à la fin de l'agression contre Gaza dès le premier jour, mais ils se sont toujours heurtés au refus et à l'inflexibilité d'Israël. On l'a vu, la volonté d'éradication du Hamas de la part d'Israël n'est que de la propagande. Car même si le Hamas disparaissait, de nouveaux groupes armés palestiniens continueraient à émerger pour lutter contre l'occupation israélienne, avec un consensus émergeant parmi les groupes de défense des droits qui considèrent le régime israélien comme un apartheid. En outre, la violence nécessaire à une opération militaire visant à démanteler ou à affaiblir le Hamas pourrait s'avérer autodestructrice, engendrant de nouvelles formes de résistance armée et la création de nouveaux groupes palestiniens.

En effet, le calcul d'Israël pour résoudre ses problèmes de sécurité ne comporte pas de solution politique, sans laquelle aucune solution militaire ne peut donner de résultats durables. Et au moins à Gaza les groupes armés sont paradoxalement la force qui empêche le plus de massacres.⁷

La résistance et la résilience palestiniennes conduisent à montrer l'impasse de la tactique militaire d'Israël. La guerre colonisatrice permanente tient bien plus de la fuite en avant que d'une solution politique. Israël espère en mettant le feu partout que, à terme, les gains territoriaux à Gaza, à Jérusalem, en Cisjordanie et pourquoi pas au Liban, deviennent « permanents ». Pour Gaza, probablement que l'annihilation totale n'est pas possible (même si visiblement souhaitée du côté des dirigeants israéliens) ; Israël se contenterait d'un champ de tentes permanent payé par l'ONU entouré de barbelés, de corridors et de zones tampons.⁸ C'est pourquoi il faut que la négociation d'arrêt des hostilités inclue à minima le retrait de Gaza dans son intégralité.

Cela dit, à l'inverse la résistance armée ne suffira pas à sortir sans mouvement de l'extérieur, que ce soit les campagnes de boycott ou la pression directe via la mobilisation (les deux n'étant pas mutuellement exclusives d'ailleurs). « *Pour que la non-violence marche il faut que ton opposant ait une conscience. Les États-Unis n'en ont aucune* » avait dit Stokely Carmichael. Cela s'applique également à Israël. □

1) Emad Moussa Israel-PA security coordination: Protection for whom? *New Arab*, 14 octobre 2021.

2) A Garreau Résistance populaire, soutien international et répression coloniale en Cisjordanie., *Yaani*, 12 juin 2024.

3) Jessica Buxbaum Amid Gaza's devastation, Israel wages another war in the West Bank. *New Arab*, 02 novembre 2023 ; Sally Ibrahim A new generation of Palestinians is emerging to resist Israel. *NewArab*, 6 octobre 2022 ; Mat Nashed How Israel's raids on Jenin only fuel Palestinian resistance. *Al Jazeera*, 2 juin 2024 et Mariam Barghouti, How growing Israeli violence in the West Bank is fuelling Palestinian resistance. *NewArab*, 12 août 2024.

4) Swords of Iron: IDF Casualties. www.gov.il

5) Palestinian resistance movements fight back against Israeli occupation in Gaza. *Daily News Egypt*, 22 mai 2024.

6) Dario Sabagh, Why dismantling Hamas won't end Palestinian armed resistance. *New Arab*, 18 octobre 2023.

7) Sébastien Seibt, Israeli army in urgent need of troops amid rising casualties in Gaza. *France24*, 19 juin 2024.

8) Comme le proposait explicitement dès le 13 octobre, Danny Ayalon dans un entretien accordé à *Al Jazeera*.

Le sionisme a tué le monde judéo-musulman

ENTRETIEN AVEC ARIELLA AÏSHA AZOULAY*

Dans un entretien accordé à Jacobin, la cinéaste et universitaire Ariella Aïsha Azoulay explique comment l'exploitation du sionisme par les puissances occidentales a conduit non seulement au nettoyage ethnique de la Palestine, mais aussi à la disparition des communautés juives dans tout le Moyen-Orient.

Née en Israël, Ariella Aïsha Azoulay, cinéaste et universitaire, rejette l'identité israélienne. Avant de devenir israélienne à l'âge de dix-neuf ans, sa mère était simplement une juive palestinienne. Pendant une grande partie de l'histoire, cette combinaison de mots n'avait rien d'inhabituel. En Palestine, une minorité juive a vécu pacifiquement aux côtés de la majorité musulmane pendant des siècles.

La situation a changé avec le mouvement sioniste et la création d'Israël. Le nettoyage ethnique des juifs d'Europe allait conduire, grâce aux sionistes européens, non seulement à celui des musulmans de Palestine, mais aussi à celui des juifs du reste du Moyen-Orient, près d'un million d'entre eux ayant fui à la suite de la guerre israélo-arabe de 1948, dont un grand nombre en Israël. Dans un entretien avec *Jacobin*, Azoulay replace le génocide israélien à Gaza dans le contexte de la longue histoire de l'impérialisme européen et américain.

Vous vous identifiez comme une juive palestinienne. Pourriez-vous nous en dire plus à ce sujet ? Pour beaucoup de gens, ces mots s'opposent.

Que ces termes soient considérés comme s'excluant mutuellement ou en opposition, comme vous le suggérez, est le symptôme de deux siècles de violence. En l'espace de quelques générations, des juifs très différents, qui vivaient partout dans le monde, ont été privés de leurs divers attachements à la terre, aux langues, aux communautés, aux métiers et aux formes de partage du monde.

La question qui devrait nous

préoccuper n'est pas de savoir comment donner un sens à l'impossibilité supposée de l'identité judéo-palestinienne, mais plutôt l'inverse : Comment se fait-il que l'identité fabriquée, connue sous le nom d'israélienne, ait été reconnue largement comme ordinaire à travers le monde après la création de l'État en 1948 ? Non seulement cette identité occulte l'histoire et la mémoire des diverses communautés et formes de vie juives, mais elle occulte également l'histoire et la mémoire de ce que l'Europe a fait aux juifs en Europe, en Afrique et en Asie dans le cadre de ses projets coloniaux.

Israël a un intérêt commun avec ces puissances impériales à occulter le fait que « l'État d'Israël n'a pas été créé pour le salut des Juifs ; il a été créé pour le salut des intérêts occidentaux », comme l'a écrit James Baldwin en 1979 dans sa « *Lettre ouverte à ceux qui sont nés de nouveau* ». Dans sa lettre, Baldwin compare lucidement le projet colonial euro-américain pour les juifs avec le projet américain pour les Noirs au Liberia : « Les Américains blancs responsables de l'envoi d'esclaves noirs au Liberia (où ils travaillent toujours pour la Firestone Rubber Plantation) ne l'ont pas fait pour les libérer. Ils les méprisaient et voulaient s'en débarrasser ».

Avant la proclamation de l'État d'Israël et sa reconnaissance immédiate par les puissances impériales, l'identité juive palestinienne était l'une des nombreuses identités existant en Palestine. Le terme « palestinien » n'était pas encore connoté par une signification raciale. Mes ancêtres maternels, expulsés d'Espagne à la fin du 15^e siècle, se sont retrouvés en Palestine avant que le mouvement euro-sioniste

n'y commence ses actions et avant que le mouvement ne commence progressivement à faire l'amalgame entre l'assistance aux juifs en réponse aux attaques antisémites en Europe et l'imposition d'un projet de colonisation de modèle européen auquel les juifs devaient participer – un projet non seulement interprété comme un projet de libération juive, mais aussi comme une croisade européenne contre les Arabes. La décolonisation passe par la récupération des identités plurielles qui existaient autrefois en Palestine et dans d'autres lieux de l'Empire ottoman, notamment ceux où les juifs et les musulmans coexistaient.

Dans votre dernier film, *The World Like a Jewel in the Hand* (Le monde comme un joyau dans la main), vous évoquez la destruction d'un monde commun aux musulmans et aux juifs. Vous mettez en avant l'appel de juifs qui, à la fin des années 1940, ont rejeté la campagne sioniste européenne et ont exhorté leurs concitoyens juifs à résister à la destruction de la Palestine. Compte tenu de la destruction récente de vies, d'infrastructures et de monuments à Gaza, pensez-vous qu'il est encore possible pour les juifs et les musulmans de se réapproprier leur monde commun ?

Tout d'abord, sur la question historique : les sionistes ont cherché à effacer à jamais de nos mémoires cet appel des juifs antisionistes. Ces juifs anciens faisaient partie d'un monde judéo-musulman et ne voulaient pas s'en éloigner. Ils ont mis en garde contre le danger que représentait le sionisme pour les juifs comme eux à travers ce monde qui existait entre l'Afrique du

Nord et le Moyen-Orient, y compris en Palestine.

Il faut rappeler que jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale, le sionisme était un mouvement marginal et sans importance parmi les populations juives du monde entier. Ainsi, jusqu'à cette époque, nos aînés n'avaient même pas à s'opposer au sionisme ; ils pouvaient simplement l'ignorer. Ce n'est qu'après la Seconde Guerre mondiale, lorsque les juifs survivants d'Europe – qui, pour la plupart, n'étaient pas sionistes avant la guerre – n'avaient pratiquement nulle part où aller, que les puissances impériales euro-américaines ont saisi l'occasion de soutenir le projet sioniste. Pour elles, il s'agissait d'une alternative viable au maintien des juifs en Europe ou à leur migration vers les États-Unis, et elles ont utilisé les organismes internationaux qu'elles ont créés pour accélérer sa réalisation. Ce faisant, ils ont propagé le mensonge selon lequel leurs actions constituaient un projet de libération juive, alors qu'en réalité, ce projet perpétuait l'éradication de diverses communautés juives bien au-delà de l'Europe. Pire encore, la libération juive a été utilisée comme une autorisation et une raison de détruire la Palestine. Ce projet n'aurait pas pu exister sans qu'un nombre croissant de juifs ne deviennent les mercenaires de l'Europe – les juifs qui avaient émigré en Palestine alors qu'ils fuyaient ou survivaient à un génocide en Europe, les juifs palestiniens qui vivaient là avant l'arrivée des sionistes et les juifs qui ont été incité-es à venir en Palestine ou qui n'ont eu d'autre choix que de quitter le monde judéo-musulman depuis qu'Israël avait été créé – avec un projet clair, celui d'un État antimusulman et anti-arabe – tous ont été encouragés par l'Europe et les sionistes européens à considérer les Arabes et les musulmans comme leurs ennemis.

Nous ne devons pas oublier que les musulmans et les Arabes n'ont jamais été les ennemis des juifs et que, de plus, nombre de ces juifs vivant dans le monde majoritairement musulman étaient eux-mêmes des Arabes. Ce n'est qu'avec la création de l'État d'Israël que ces deux catégories – juifs et Arabes – se sont mutuellement exclues.

La destruction de ce monde judéo-musulman après la Seconde Guerre mondiale a permis l'invention d'une tradition judéo-chrétienne qui allait devenir, dès lors, une réalité,



Juifs dans la ville de Buqei'a, Palestine, vers 1930.
(Keren Kayemet Leyisrael via Wikimedia Commons)

puisque les juifs ne vivaient plus en dehors du monde occidental chrétien. La survie d'un régime juif en Israël exigeant davantage de colons, les juifs du monde judéo-musulman ont été contraints de le quitter pour faire partie de cet ethno-État. Détachés et privés de leurs histoires riches et diverses, ils ont pu être socialisés dans ce rôle qui leur a été assigné par l'Europe – celui de mercenaires de ce régime colonial visant à restaurer le pouvoir occidental au Moyen-Orient.

La compréhension de ce contexte historique n'atténue pas la responsabilité des sionistes pour les crimes qu'ils ont commis contre les Palestiniens au fil des décennies ; elle rappelle plutôt le rôle de l'Europe dans la destruction et l'extermination des communautés juives, principalement, mais pas seulement, en Europe, et son rôle dans la cession de la Palestine aux sionistes, les prétendus représentants des survivants de ce génocide qui ont formé une base occidentale pour ces mêmes acteurs européens au Proche-Orient.

Paradoxalement, le seul endroit au monde où juifs et Arabes – majoritairement musulman-es – partagent aujourd'hui la même terre est situé entre le fleuve et la mer. Mais depuis 1948, cet endroit est défini par une violence génocidaire. Les questions urgentes qui se posent aujourd'hui sont de savoir comment arrêter le génocide et comment empêcher l'introduction de nouvelles armes dans cette région.

Dans *Eichmann à Jérusalem*, Hannah Arendt décrit les sentiments

contradictoires éprouvés par les survivant-es juifs de l'Holocauste pendant les années qu'ils et elles ont passées dans les camps de personnes déplacées en Europe. D'une part, dit-elle, la dernière chose qu'ils pouvaient imaginer était de vivre à nouveau avec les bourreaux ; d'autre part, dit-elle, la chose qu'ils désiraient le plus était de retourner dans leur lieu d'origine. Il ne faut pas s'étonner qu'après ce génocide à Gaza, les Palestiniens ne puissent pas imaginer partager un monde avec leurs bourreaux, les Israéliens. Mais est-ce une preuve que ce monde, où Arabes et juifs sionistes se sont retrouvé-es ensemble, doit aussi être détruit pour reconstruire la Palestine sur ses cendres ? Ce n'est que dans le cadre de l'imaginaire politique impérial euro-américain qu'une tragédie de l'ampleur de la Seconde Guerre mondiale et de l'Holocauste a pu se terminer par des solutions aussi brutales que les partitions, les transferts de populations, l'ethno-indépendance et la destruction des mondes.

Globalement, nous avons l'obligation de revendiquer ce que j'ai appelé *le droit de ne pas être complice* et de l'exercer de toutes les manières possibles. Les dockers qui refusent d'expédier des armes à Israël, les étudiants qui s'engagent dans des grèves de la faim pour faire pression sur leurs universités afin qu'elle rompent



avec Israël, les juifs qui perturbent leurs communautés et leurs familles et revendiquent leurs droits ancestraux d'être et de s'exprimer en tant qu'antisionistes, les manifestant-es qui occupent des bâtiments publics et des gares au risque d'être arrêtés – toutes sont motivé-es par ce droit, même s'ils ne l'expriment pas en ces termes. Ils comprennent le rôle que leurs gouvernements, et plus largement les régimes sous lesquels ils sont gouvernés en tant que citoyen-nés, jouent dans la perpétuation de ce génocide, et ils comprennent, comme le dit le slogan, que ce génocide est perpétré en leur nom.

Il y a des juifs parmi celles et ceux qui appellent à un cessez-le-feu. Mais même les voix juives sont réduites au silence. En Allemagne, par exemple, le travail d'artistes juifs bien établis a été annulé. Pensez-vous qu'il y ait un intérêt à renforcer un récit dominant mis en place depuis 1948 par l'Occident et l'État d'Israël, tout en supprimant les voix juives qui s'opposent à la violence perpétrée en leur nom ?

C'est vrai que les voix juives sont réduites au silence, mais ce n'est pas nouveau. Les voix juives ont été réduites au silence immédiatement après la Seconde Guerre mondiale, lorsque les survivant-es n'ont eu d'autre choix que de rester pendant des années dans des camps déracinés. Pendant cette période, les biens pillés à leurs communautés, au lieu d'être restitués aux endroits d'Europe où

ils avaient été spoliés, ont été partagés entre la Bibliothèque nationale de Jérusalem et la Bibliothèque du Congrès à Washington, comme des trophées. Et non seulement le traumatisme collectif des survivants – et de nous, leurs descendants – n'a pas été pris en compte, mais nous avons été réduits au silence par ce mensonge d'un projet de libération fondé sur un récit sioniste de libération par la colonisation de la Palestine, qui fournirait à son tour aux puissances euro-américaines une autre colonie au service de leurs intérêts impériaux. Caractériser la souffrance des juifs comme exceptionnelle n'était pas un discours juif, mais occidental, dans le cadre de la conception de la violence génocidaire des nazis comme quelque chose d'exceptionnel. Dans le grand récit du triomphe occidental sur cette force ultime du mal, l'État d'Israël est devenu l'emblème de la force morale occidentale et a marqué la persévérance du projet impérial euro-américain. Dans le cadre de ce grand récit, les juifs ont été contraints de passer du statut de survivant-es traumatisé-es à celui de bourreaux. Des juifs du monde entier ont été envoyés pour gagner une bataille démographique, sans laquelle le régime israélien ne pourrait pas durer. Les deuxième et troisième générations issues de ce projet sont nées sans histoire ni souvenirs de leurs ancêtres antisionistes ou non sionistes, et encore moins de souvenirs des autres mondes dont leurs ancêtres faisaient partie. De plus, ils étaient totalement dissociés de l'histoire de ce qu'était la Palestine et de sa destruction. Ils étaient

donc une proie facile pour un État-nation présenté par les sionistes et les puissances euro-américaines comme l'aboutissement de la libération juive. En ce sens, la Nakba n'était pas seulement une campagne génocidaire contre les Palestinien-nés, mais aussi, en même temps, une campagne contre les juifs, à qui l'Europe a imposé une autre « solution » après la « solution finale ». Sans le financement et l'armement massifs des puissances impériales, les massacres à Gaza auraient cessé après un court laps de temps, et les Israélien-nés auraient dû se demander ce qu'ils faisaient, comment ils en étaient arrivés là, et auraient été forcés de penser au 7 octobre en se demandant pourquoi cela s'est produit et comment parvenir à une vie supportable pour tous ceux qui vivent entre le fleuve et la mer.

Les voix juives dans des pays comme l'Allemagne ou la France continuent d'être les premières à être réduites au silence afin de maintenir à la fois la colonie sioniste et la cohésion artificielle d'un peuple juif unique, qui pourrait être représenté par des forces qui soutiennent le projet euro-américain de suprématie blanche. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. La nature génocidaire du régime israélien est exposée au grand jour et ne peut plus être cachée.

Pensez-vous qu'il existe encore une possibilité d'espoir pour les Palestiniens et pour nous toutes et tous qui voulons un monde à partager avec les autres ?

S'il n'y a pas d'espoir pour les Palestiniens, il n'y a d'espoir pour personne. La bataille de la Palestine dépasse la Palestine, et les nombreux manifestant-es du monde entier le savent. □

**Propos recueillis par Linda Xheza
Publié par Jacobin le 11 avril 2024.**

* Ariella Aïsha Azoulay est théoricienne de la photographie, essayiste et cinéaste, elle est professeure de culture moderne, médias et littérature comparée à l'université de Brown. Elle est autrice de *Potential History: Unlearning Imperialism* (Verso, 2019). Linda Xheza écrit sur la photographie et l'immigration à l'Amsterdam School for Cultural Analysis de l'université d'Amsterdam.



Des hommes palestiniens dans la ville de Ramle vus derrière une clôture de barbelés, avant d'être expulsés par les forces israéliennes, 10 juillet 1948. © Wikipedia / CC BY 4.0

Pourquoi la guerre d'indépendance algérienne ?

PAR SYLVIE THÉNAULT

La question de savoir pourquoi la décolonisation de l'Algérie est passée par une guerre a trouvé des réponses qui ont varié dans le temps, sous la plume des historiens et historiennes. La question, à vrai dire, n'est pas de savoir pourquoi l'Algérie est devenue indépendante. Cette indépendance peut être interprétée comme faisant logiquement partie de la grande vague mondiale des décolonisations postérieure à 1945, résultant des évolutions globales dans cette période.

La question posée est de savoir pourquoi la décolonisation de l'Algérie est passée par cette guerre, unique dans le contexte de l'empire colonial français. Seule l'Indochine a également connu un processus de décolonisation passant par une guerre mais avec cette particularité qu'il s'agissait en même temps d'un conflit de guerre froide. Son enjeu était autant l'indépendance de la colonie indochinoise que l'expansion du communisme dans cette région de l'Asie, à partir de la Chine.

LES PARTICULARITÉS DE LA GUERRE DÉCOLONIALE EN ALGÉRIE

La guerre d'indépendance algérienne peut être comparée à la guerre d'Indochine dans la mesure où il s'agit de deux conflits asymétriques, au cœur desquels la population était l'enjeu. L'armée française a déployé sur ces deux terrains des formes de violence extrême similaires, dans l'idée d'une compétition avec l'ennemi pour rallier les forces populaires. La guerre d'indépendance algérienne recèle cependant de nombreuses spécificités. Elle n'était pas un conflit de guerre froide, d'abord, car le FLN (Front de libération nationale) n'était pas communiste – loin s'en faut. En outre, cette guerre s'est aussi déroulée sur le sol de la métropole et, de ce point de vue, elle a pour particularité d'avoir eu une très profonde et très large portée. L'engagement du contingent a eu pour conséquence de toucher au cœur de cette France encore très majoritairement rurale, jusque

dans les villages, les paroisses et les familles. Au total, les anciens combattants représentent deux millions d'hommes, tous statuts confondus (contingent et soldats de métier).

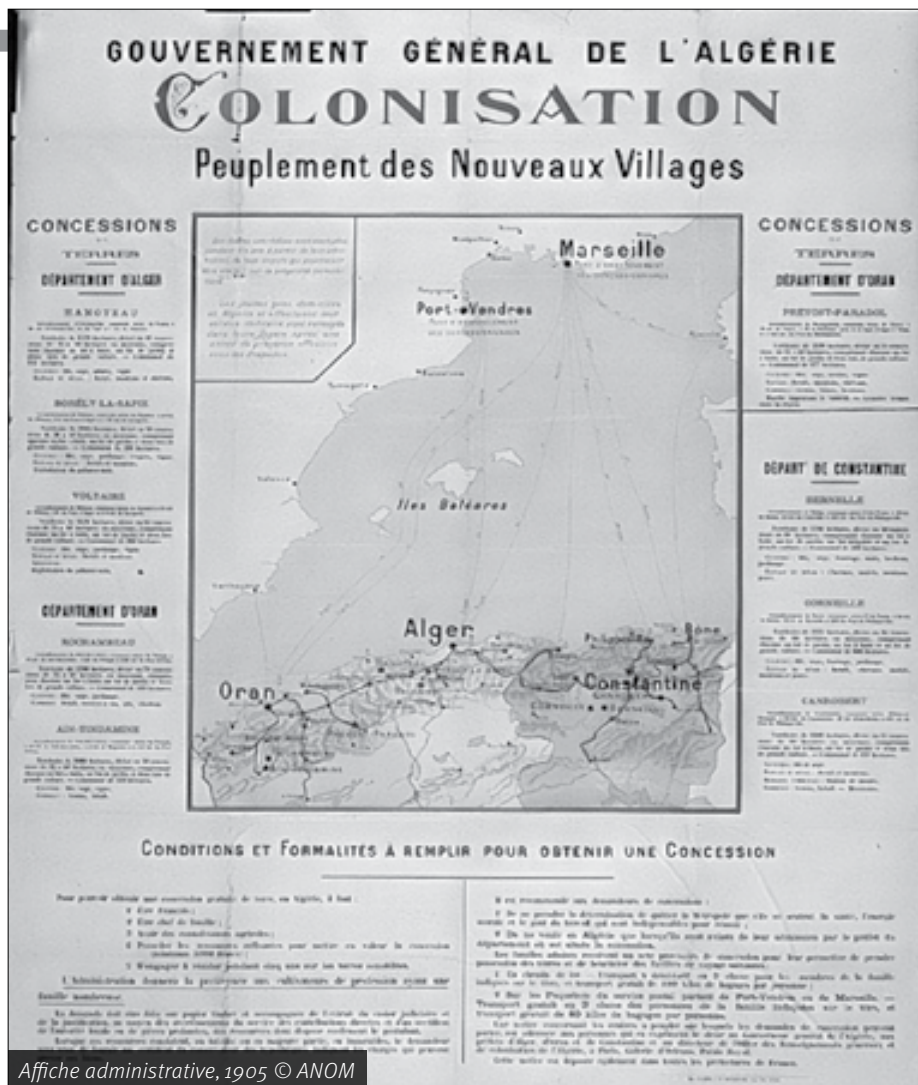
La portée de la guerre est également liée à la présence de centaines de milliers d'Algériens en France pendant le conflit. Cette présence a permis au FLN de construire une Fédération de France qui a notamment eu pour rôle de pourvoir aux besoins financiers côté algérien – c'est grâce à la manne prélevée sur l'immigration que le FLN a pu agir en toute autonomie, sans tomber dans la dépendance d'éventuels bailleurs de fonds. La Fédération de France a aussi mené la guerre, concrètement, sur le sol métropolitain par ses attentats

– la Fédération parlait d'un « second front ». Enfin, à la fin du conflit, les Français d'Algérie, par centaines de milliers eux aussi, et les harkis, plutôt des dizaines de milliers, ont gagné la métropole. S'il n'est pas évident de donner des statistiques indiscutables au regard des travaux historiques, les ordres de grandeur suffisent à démontrer en quoi cette guerre a spécifiquement touché la société française et en quoi elle représente un événement unique au regard de l'ensemble de l'histoire des décolonisations.

RÉFORMES INSTITUTIONNELLES ET VOIE PACIFIQUE

Pourquoi cette guerre, donc ? Longtemps, l'historiographie a démontré





Affiche administrative, 1905 © ANOM

qu'elle avait eu lieu parce que la voie réformatrice avait échoué. En effet, la décolonisation de l'empire français a par ailleurs consisté en une série de réformes institutionnelles accordant progressivement de plus en plus d'autonomie aux différents territoires, que ce soit en Afrique subsaharienne ou dans les Protectorats du Maroc et de Tunisie. Ces réformes ne sont pas synonymes de voie pacifique. Elles n'empêchent pas les luttes armées durement réprimées. Néanmoins, ailleurs qu'en Algérie, les décolonisations peuvent être décrites à travers une série de réformes finissant par aboutir aux indépendances. Dans le cas algérien, l'échec de la voie réformatrice a été mis sur le compte des représentants des Français-es d'Algérie. Ces derniers se sont en effet en permanence opposés aux réformes de la colonie algérienne. À partir de l'entre-deux-guerres, en effet, les gouvernements français ont conçu des réformes politiques, économiques et sociales destinées à corriger les injustices les plus criantes de la société coloniale algérienne. C'était,

de leur point de vue, une façon d'espérer sauvegarder l'Algérie française. Sans considération pour le fait national algérien, ils pensaient ainsi combattre les revendications anticoloniales et les aspirations indépendantistes.

Les réformes n'ont cependant pas abouti, sauf très tardivement, dans l'urgence de la guerre. Ainsi il faut attendre 1958 pour que soit établi le collège unique d'électeurs, alors que, jusque-là, les Algériens votants étaient cantonnés dans un second collège dont la représentativité était minorée. Par exemple, l'Assemblée territoriale algérienne, créée en 1947 et qui siégeait à Alger, comptait 120 élus

dont 60 pour le premier collège correspondant aux Français-es pleinement citoyens et 60 pour le second correspondant à ceux qui étaient alors appelés les « Français musulmans ». C'est également en 1958 qu'est lancé le Plan de Constantine, vaste plan de développement résultant de projets et d'études vieux de plusieurs années. En 1958, la guerre fait rage depuis quatre ans déjà.

Dans une historiographie française aujourd'hui dépassée, cette absence de réformes explique la guerre. Pour résumer, l'idée est que si des réformes avaient eu lieu, elles auraient peut-être permis aux revendications politiques de s'exprimer dans des institutions génératrices d'évolutions sans nécessairement passer par le recours à la violence. Du point de vue de la société algérienne, des réformes auraient également pu faire émerger de nouvelles couches, riches d'un certain capital socio-économique, éducatif et culturel, avec lesquelles des discussions auraient pu avoir lieu. Les réformes économiques et sociales auraient peut-être même pu doter l'Algérie française de l'assise sociale qui lui faisait défaut. Pendant la guerre, l'idée d'une troisième force entre les indépendantistes et les partisans d'un *statu quo* colonial a elle-même fait son chemin.

Quoi qu'il en soit, aujourd'hui, l'historiographie a rompu avec cette thèse appelée la thèse des « occasions manquées ». L'idée est, au fond, que l'histoire aurait pu prendre d'autres chemins et la guerre être évitée. La compréhension de la guerre puise dans la description de la société coloniale algérienne : une colonie de peuplement. C'est en effet une colonie qui repose sur l'infériorisation constante et en tous domaines de la population colonisée, une colonie qui ne peut être réformée.

À LA SOURCE DE LA GUERRE : LA COLONIE DE PEUPLEMENT

En 1954, l'Algérie compte 984 000 Français-es et 8,5 millions de « Français-es

Année	Taux d'urbanisation des « non musulmans »	Taux d'urbanisation des « musulmans »
1926	78% (sur 833 000)	14% (sur 5 millions)
1936	83% (sur 946 000)	18% (sur 6,2 millions)
1954	88% (sur 984 000)	24,5% (sur 8,5 millions)

Source : Kamel Kateb, Européens, « indigènes » et juifs en Algérie (1830-1962). Paris, INED, 2001, p. 272

musulmans », selon la taxonomie officielle – il convient de préciser que les recensements coloniaux distinguaient les « musulmans » des « non-musulmans ». L'enjeu démographique était bien perçu par les contemporains. Une étude sur le développement de l'Algérie, parue dans la revue des maires d'Algérie en 1955, en témoigne parfaitement. Le tableau illustrant l'évolution de la population représente les « musulmans » par un personnage au visage sombre, en burnous, tandis qu'une silhouette masculine bien petite, dont les contours suggèrent un habillement à l'euro-péenne, figure les « non-musulmans ». Des pourcentages sont aussi rappelés de façon menaçante : la proportion des moins de 19 ans est de 55% chez les uns, 35,5 % chez les autres ; les taux d'accroissement, en 1954, sont respectivement de 2,8 % et de 1 %. Cette illustration d'un péril démographique n'est pas sans rappeler l'antienne du « grand remplacement » qui fait aujourd'hui florès à l'extrême droite en France. Chez Éric Zemmour, le lien avec l'Algérie coloniale est direct, puisque ses parents sont originaires d'Algérie.

La minorité coloniale française était donc une minorité sur la défensive. Cette dynamique est au cœur de certaines violences de la période coloniale comme de la période de la guerre. Ainsi, comme l'a démontré Jean-Pierre Peyroulou¹, en 1945, à Guelma, une milice officiellement formée sous l'égide du sous-préfet a participé à la répression des mobilisations algériennes – cette milice a tué des centaines d'Algérien-nes. Pendant la guerre, de même, des ratonnades (le terme était utilisé à l'époque) ont été perpétrées à plusieurs reprises par des Français d'Algérie, en particulier dans le contexte d'obsèques – ça a notamment été le cas le 28 décembre 1956, à Alger, lors des obsèques d'Amédée Froger, maire de Boufarik et leader de la cause « Algérie française »².

Georges Balandier exprime parfaitement la logique d'une colonie de peuplement comme celle-ci dans un article célèbre pour sa définition de la « situation coloniale »³ : « *La société colonisée frappe, d'abord, par deux faits : sa supériorité numérique écrasante et la domination radicale qu'elle subit ; majorité numérique, elle n'en est pas moins une minorité sociologique* ». Pour le dire autrement, une colonie de peuplement telle que l'Algérie ne

CSP	Non-musulmans		Musulmans	
	Nombre	Proportion	Nombre	Proportion
Chefs d'exploitation agricole	18 400	5,2	565 000	17,9
Aides familiaux	5 700	1,6	1 438 000	45,5
Salariés agricoles	8 400	2,4	571 000	18,1
Total agriculture	32 500	9,2	2 574 000	81,5
Artisans et petits patrons	20 000	5,6	30 000	0,9
Commerçants	30 200	8,5	79 000	2,5
Industriels, professions libérales	18 500	5,2	11 000	0,4
Cadres et maîtrises	563 000	15,9	10 000	0,3
Employés	56 100	15,8	15 000	0,5
Ouvriers	92 800	26,2	2 580 000	8,2
Domestiques	17 300	4,9	42 000	1,3
Armée, police*	16 700	4,7	6 000	0,2
Chômeurs	14 100	4,0	133 000	4,2
Total secteur non agricole	322 000	90,8	584 000	18,5
Population totale active	354 500	100,0	3 158 000	100,0

*Non compris corps de troupe

Source : Kamel Kateb, Européens, « indigènes » et juifs en Algérie (1830-1962). Paris, INED, 2001, p. 220

peut exister sans une infériorisation constante, en tous domaines, de la majorité colonisée. L'analyse de l'Algérie coloniale est à cet égard extrêmement frappante.

LE DROIT DISCRIMINANT LES « MUSULMANS » DES « NON-MUSULMANS »

Du point de vue des statuts juridico-politiques, le droit distinguait trois groupes. En 1865, un sénatus-consulte avait déclaré : « *L'indigène musulman est français, néanmoins il continuera à être régi par loi musulmane* ». Là est l'origine de la catégorie des « Français musulmans » : des Français de nationalité mais soumis au droit musulman en matière familiale et titulaires d'une citoyenneté diminuée (au sens où ils avaient des droits de citoyenneté mais de façon réduite). Puis, en 1870, le décret Crémieux a pleinement naturalisé les Juifs d'Algérie – ils sont désormais des nationaux dotés d'une pleine citoyenneté. À ce titre, ils sont inclus dans la catégorie coloniale des « non-musulmans ». Cette pleine égalité reste néanmoins fragile face à l'antisémitisme qui se manifeste tout particulièrement à la fin du 19^e siècle et dans les années 1930. Sous le régime de Vichy, l'abrogation du décret Crémieux a privé les Juifs d'Algérie de leurs droits. Enfin, la loi de 1889 sur la nationalité française, celle qui a fondé le droit du sol, a permis la naturalisation des enfants d'Européens nés en Algérie

– les Espagnol-es et les Italien-nes, en particulier, étaient nombreux. Pleinement citoyens, eux ne connaissaient pas de discriminations par rapport aux Français par ascendance, en vertu du droit du sang.

Aux statuts juridico-politiques s'ajoute une séparation de fait, dans l'espace de la colonie. Dès le 19^e siècle, en effet, et tout au long de la période coloniale, les Européens sont majoritairement urbains.

La répartition des populations accentue encore la séparation. En effet, les cartes de la répartition de la population dite « non-musulmane » font apparaître trois foyers majeurs de peuplement, sur le littoral : Oran, Alger et Bône, pour les énumérer d'ouest en est. La minorité coloniale est, globalement, urbaine et littorale. Elle est extrêmement concentrée. Au contraire, la population dite alors « musulmane » est plus également répartie. Elle est, elle aussi, relativement concentrée sur le littoral, mais elle vit aussi dans tout un réseau de villes moyennes de l'intérieur. D'évidence, la séparation n'a rien d'absolu : il y avait des Français-es dans les campagnes et des Algérien-nes dans les villes, surtout que l'exode rural est le grand phénomène du 20^e siècle algérien. De façon ordinaire, cet exode naît de la croissance démographique qui



se manifeste après la Première Guerre mondiale dans un contexte de paupérisation extrême des campagnes. Pour cette raison, d'ailleurs, l'émigration vers la France se développe aussi à partir de l'entre-deux-guerres.

QUEL CONTACT ENTRE LES POPULATIONS ?

Toutefois, cette répartition spatiale permet de prendre conscience des limites de ce qui est appelé « *le monde du contact* ». Cette expression vient de milieux progressistes qui, à l'époque coloniale, espéraient qu'un tel « monde » puisse éviter à l'Algérie de sombrer dans la violence. Il exprime cette idée d'une troisième force possible, entre indépendantistes militant pour une rupture et partisans de l'Algérie française défendant le *statu quo* de la colonie de peuplement.

Cette notion de « monde du contact » est intéressante pour ce qu'elle révèle aussi de l'asymétrie des rapports sociaux : si tous les Français-es vivant en ville (soit 88 % d'entre eux en 1954) pouvaient être en relation avec des Algérien-es (dans leurs quartiers, lieux de sociabilité ou encore au travail), cela ne concerne que 24,5 % des Algérien-es – donc une proportion bien moindre. Plus encore, cette répartition spatiale éclaire la divergence des discours mémoriels qu'il est possible d'entendre aujourd'hui. Quand des Français d'Algérie évoque leurs petits camarades d'école, par exemple, les Algérien-nes, de leur côté, peuvent parler d'une Algérie coloniale d'où les Français étaient absents ou pratiquement absents. Le « contact » était en outre réduit du fait des conditions socio-économiques des uns et des autres.

UNE SOCIÉTÉ CLIVÉE D'UN POINT DE VUE SOCIO-ÉCONOMIQUE

Le clivage de la société coloniale algérienne d'un point de vue socio-économique était parfaitement connu des autorités. Leur connaissance des inégalités socio-économiques expliquent les projets de développement envisagés, qui finissent par aboutir en 1958 au Plan de Constantine.

Ainsi, les statistiques officielles brossent un portrait quasi caricatural des deux groupes. Ainsi, la population active « musulmane » est occupée à 80 % dans un secteur agricole miséreux puisque 45 % de la main-d'œuvre est constituée d'« aides familiaux » travaillant sur l'exploitation familiale sans revenu propre. Au contraire, 90 % de la population active « non-musulmane » est recensée dans les secteurs secondaire et tertiaire, dans trois catégories : « ouvriers », « employés », « cadres et maîtrise ». Si les catégories sont imparfaites, elles rendent bien compte d'une population qualifiable de « petits blancs », dont les revenus étaient en moyenne inférieurs à ceux de la métropole. Dans les campagnes, la population active « non-musulmane » est une population de grands propriétaires et de gérants de grandes propriétés.

L'étude des revenus confortent ces inégalités. Ainsi, en 1955, le rapport d'une commission chargée d'en faire un tableau en vue de concevoir des réformes opère un classement édifiant des habitant-es de l'Algérie coloniale, en cinq groupes, des plus pauvres aux plus aisés.

Ainsi, 93 % des « musulman-es » occupent à eux seuls les classes inférieures tandis qu'ils sont absents de la catégorie la plus aisée. Ici, le « monde

du contact » se limite, au sein des classes moyennes, à 600 000 Algérien-es en tout et pour tout. Le nombre n'est pas négligeable mais il n'invalide en rien l'écrasement économique global de la société colonisée. Les auteurs de ce rapport calculent en outre que le revenu individuel moyen annuel des « musulmans » est de 28 522 francs contre 159 460 francs pour les Français d'Algérie, soit un rapport de 1 à 5,6.

AUX ORIGINES DE LA GUERRE, LA SÉGRÉGATION

Ainsi, aujourd'hui, l'analyse des causes de la guerre est émancipée des discours des acteurs de l'époque. Il ne s'agit plus de regretter que l'histoire n'ait pas pris d'autres chemins, à cause de l'absence de réformes et/ou de l'impuissance d'un « monde du contact ». Le mouvement récemment opéré dans la production historique consiste à lier histoire coloniale et histoire de la guerre. Concrètement, ce mouvement consiste à replacer la guerre dans la longue durée afin d'éclairer autrement ses causes. Cette guerre résulte d'une forme coloniale spécifique : une colonie de peuplement dans laquelle la majorité colonisée était (et devait être) infériorisée. Cette forme coloniale explique d'ailleurs pourquoi la comparaison avec l'Afrique du Sud et le régime d'apartheid surgit facilement. Si l'Algérie coloniale ne reposait pas sur un régime strict de ségrégation instituée par le droit, elle était marquée une ségrégation de fait, maintenant la majorité dans la domination. □

1) Jean-Pierre Peyroulou, *L'Algérie en guerre civile*. Calmann-Lévy, 2002.

2) Voir mon ouvrage *Les Ratonnades d'Alger, 1956*. Une histoire de racisme colonial. Seuil, 2024.

3) *Paru dans les Cahiers internationaux de sociologie*, vol. 110, no. 1, 2001, pp. 9-29.

Classes	Effectifs	Activité	Revenus individuel moyen
21	5 840 000 tous « musulmans »	Agriculture traditionnelle	16 969 F
22	1 600 000 tous « musulmans »	Milieu urbain	46 000 F
Sous-total	7 440 000 sur 8 millions soit 93% des « musulmans »		
23	950 000 dont 510000 « musulmans »	Salariés, artisans, petits et moyens commerçants	89 789 F
24	595 000 dont 50000 « musulmans »	Classes moyennes	18 7394 F
25	15 000 dont aucun « musulman »	Classe aisée	1 160 000 F

Source : Daniel Lefevvre, « Les pieds-noirs », in *La guerre d'Algérie, 1954-2004, la fin de l'amnésie*, Mohammed Harbi et Benjamin Stora (dir.), Paris, Robert Laffont, 2004, p. 271

L'extrême droite un danger mortel (aussi) pour l'école

PAR RAPHAËL ALBERTO ET TAMARA DEVITA

Le point de départ de ce texte a été la période électorale que nous avons traversée en ce mois de juin. Ces quelques semaines ont été éprouvantes pour beaucoup de monde, y compris pour les profs.

Nous avons été beaucoup à devoir nous poser la question très concrète « *qu'est-ce qu'on fait à la rentrée si on se retrouve avec un gouvernement d'extrême droite ?* » voire « *est-ce vraiment possible de rester enseignant-e de l'Éducation nationale dans ces conditions ?* »

Heureusement, même si le répit est de courte durée, l'extrême droite n'a pas été majoritaire et n'est pas techniquement au gouvernement. Cependant, à l'issue de cette période électorale, on doit faire un constat : le bastion de l'Éducation nationale qui nous semblait si imperméable à l'extrême droite n'est plus si étanche que cela. Il est donc plus que jamais urgent de se poser la question de la vision de l'école au sein de l'extrême droite et de comment cette vision fait déjà son chemin dans l'institution.

LES PARTIS D'EXTRÊME DROITE ET L'ÉCOLE : HISTORIQUE D'UNE RELATION CONTRARIÉE

« *Parmi les tâches qui s'imposent au gouvernement, il n'en est pas de plus importantes que la réforme de l'éducation nationale* » écrivait Pétain en août 1940 dans une lettre aux Français. Jusqu'à Le Pen et Zemmour aujourd'hui, cela illustre parfaitement l'importance que l'extrême droite a toujours accordée à la question de l'École.

Il s'agit d'ailleurs d'une préoccupation essentielle de son électorat, comme l'a relevé le sociologue Félicien Faury dans ses travaux sur « *Les électeurs ordinaires* ». Les statistiques montrent qu'en majorité, les électeurs du RN ne sont pas allés très loin dans leur parcours d'études. Et donc même si cela ne les a pas forcément empêchés d'avoir une certaine réussite sociale, ils nourrissent un fort sentiment de déception vis-à-vis du système éducatif. Ils sont

très sensibles aux discours déclinistes voire catastrophistes sur la dégradation de l'école publique, ce qui les conduit à adhérer aux solutions proposées par l'extrême droite en matière éducative : favoriser l'école privée d'une part, ségréguer et écarter les enfants issus de l'immigration d'autre part.

On ne peut cependant réduire le rapport de l'extrême droite à l'école à un simple clientélisme électoral. Dans sa stratégie de conquête du pouvoir, il s'agit en effet d'une bataille idéologique décisive, nécessaire pour s'assurer l'hégémonie culturelle. Ou ce que Marion Maréchal, en fondant son école de sciences politiques (l'ISSEP) appelait faire de « *la métapolitique* ».

En ce qui concerne son influence chez les actrices et acteurs de l'école, l'extrême droite s'est longtemps concentrée uniquement sur les parents. On se souvient des nombreuses paniques morales qu'elle a alimentées, depuis la Journée de retrait de l'école, issue des milieux soraliens et ciblant les ABCD de l'égalité femmes-hommes, jusqu'aux « *parents vigilants* » de Zemmour, qui appelle à dénoncer les enseignant-es qui ne respecteraient pas une soi-disant neutralité sur les questions de société.

On comprend donc que la relation entre les partis d'extrême droite et le corps enseignant a été, elle, beaucoup plus compliquée. Jean-Marie Le Pen parlait de « *racaille enseignante* », « *aux blue-jeans crasseux, fumeurs de shit invétérés* ». Sa fille Marine, elle, tente désormais de conquérir ce qui a été l'une des dernières professions étanches à la montée du vote à l'extrême droite, en tentant de dissiper ce qu'elle qualifie de « *malentendu* », et en louant dans son programme le dévouement des profs, eux aussi victimes de la défaillance d'un État pas assez ferme.

Cela se traduit par la création d'un

premier collectif d'enseignants patriotes, le collectif Racine, parti avec Philippot, puis un second, « *École et Nation* », qui a rejoint Zemmour. Et même si l'extrême droite est naturellement très méfiante vis-à-vis des organisations syndicales, elle affiche ici sa proximité avec le SNALC et FO.

Cette entreprise de séduction finit malheureusement par porter ses fruits, puisqu'aux européennes de 2024, 20% des enseignant-es ont voté pour l'un des deux partis d'extrême droite.

CEUX QUI ONT PRÉPARÉ LE TERRAIN À L'EXTRÊME DROITE

Avant toute chose, comprenons qu'il existe deux visions de l'école qui s'opposent :

- Une école émancipatrice visant à donner à tou-ttes l'accès aux savoirs.
- Une instruction cherchant à uniformiser et à apprendre l'obéissance.

La vision de l'école inclusive est assez récente (années 1960), mais s'est imposée (au moins en surface) dans l'Éducation nationale avec l'essor des sciences de l'éducation et de la pédagogie. On a pu ainsi croire que cette vision allait l'emporter, amenant dans sa continuité une École émancipatrice. Pourtant, différents courants s'y opposent reprenant, de manière plus ou moins consciente, des rhétoriques qui pavent le chemin de l'extrême droite.

Ces discours sont en partie issus d'une vision décliniste (le fameux « *le niveau baisse, les élèves d'aujourd'hui sont ignares* ») avec en sous-texte l'idée (explicitée ou non) que tou-ttes les élèves ne sont pas aussi capables les un-es que les autres. Dans ce discours le collège unique devient notamment



un outil d'uniformisation par le bas : on rabaisserait tou-tes les élèves à un niveau médiocre (rhétorique du FN au début des années 2000).

L'émergence de ces discours n'est pas limitée à l'extrême droite ou à la droite. Plusieurs courants issus de la gauche ont contribué à les rendre audibles.

Dès les années 1980, le courant des « antipédagogistes » fondé par Jean-Claude Milner (ancien militant maoïste) dénonce les dérives de ce qu'il nomme « l'idéologie pédagogue ». Des groupes lambertistes contribuent à cette mouvance, notamment en participant à la fondation du syndicat FO qui défend un « conservatisme pédagogique ». Au gouvernement, Fabius et Chevènement actent le renoncement de la vision émancipatrice au profit d'un « néorépublicanisme » où est remis en avant l'instruction plutôt que l'éducation. Depuis, le discours « anti-pédago », de plus en plus marqué à droite, fait son chemin dans les médias (par exemple avec Natacha Polony) et dans les sphères de gouvernement, notamment sous Nicolas Sarkozy.

Dans les années 2000, émerge un autre

débat : la « laïcité » devient un mot d'ordre que l'on retrouve partout dans l'Éducation nationale et amène, sous couvert d'une pseudo-émancipation, à préférer l'assimilation à l'inclusion. Dans ces discours, les courants issus de la gauche ne sont pas si rares (pensons au Printemps Républicain).

Plus récemment, Blanquer marque un nouveau tournant dans les discours éducatifs et ouvre grand la porte à l'extrême droite. En effet, il attaque l'Éducation nationale (et les enseignant-es) par le biais de la lutte contre « l'islamophobie et le wokisme », donnant un poids fort aux paniques morales d'extrême droite autour de l'école.

Attal poursuit dans cette voie avec des discours prônant un retour à l'autorité et des propositions de réforme proches de celles de l'extrême droite (uniforme, « retour aux bases », etc.). Cela s'accompagne d'une volonté de réformer la justice : l'école n'est plus la solution privilégiée pour « éduquer les jeunes ».

QUAND « ON ESSAIE DÉJÀ » L'EXTRÊME DROITE À L'ÉCOLE

Pour mieux prédire ce que ferait l'extrême droite dans le domaine de l'école, on peut commencer par faire le bilan des politiques qui ont été

menées, dans la période contemporaine, dans les pays ou dans les villes où elle a accédé au pouvoir.

Au Brésil, Jair Bolsonaro s'est fait élire en 2018 en s'appuyant notamment sur un puissant mouvement appelé « *Escola sem partido* » ou « école sans parti », un groupe conservateur qui voulait lutter contre l'influence des pédagogies émancipatrices comme Paolo Freire. Cela s'est traduit par une reprise en main de l'éducation par les églises évangéliques et même par l'armée, avec la création d'instituts militaires pour scolariser une partie des jeunes.

À la même période, le mandat de Donald Trump aux États-Unis a ouvert les vannes dans de nombreux États pour une série de campagnes anti-woke avec entre autres l'interdiction de certains ouvrages, notamment d'éducation à la sexualité, et en parallèle une accentuation de la politique dite du « *school choice* » qui vise à favoriser les écoles privées.

Si ces deux expériences ont été limitées dans le temps, il n'en est pas de même pour Viktor Orban, qui, après l'avoir été entre 1998 et 2002, est au pouvoir depuis 2010. Il a donc pu développer sa politique en matière d'éducation sur le temps long. On y retrouve les mêmes attaques conservatrices contre l'éducation sexuelle et



Manifestation à Paris, 1^{er} juillet, 2024
© Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas

« les études de genre » (ce qui a conduit au déménagement de l'université CEU), mais très progressivement et au départ à travers des lois plutôt techniques comme la labellisation des manuels scolaires ou la mise en place d'une charte éthique pour le personnel enseignant. À mesure que cette politique s'est mise en place, une contestation est montée, derrière le slogan « *Tanitanek* » (je voudrais enseigner), mais elle a fait face à une répression très sévère avec une vague importante de licenciements.

Le dernier exemple en date est celui de l'Italie de Giorgia Meloni, qui vient de faire adopter une loi de fermeté à l'école, avec le retour d'une « *note de comportement* » pouvant entraîner le redoublement, et qui avait été instaurée sous Mussolini avant d'être abandonnée par la suite.

Quant à la France, qui reste un pays encore très centralisé, le pouvoir des maires en matière d'éducation reste encore très limité mais les politiques menées dans les villes RN permettent néanmoins de saisir les grandes orientations. Au travers des prérogatives municipales comme la cantine ou les activités périscolaires, c'est bien un modèle basé sur la ségrégation et l'exclusion qui est mis en place. Cela passe par l'augmentation des tarifs, la fin de la gratuité de la cantine pour les familles les plus modestes comme au Pontet, ou l'interdiction des activités périscolaires aux enfants dont l'un des deux parents au moins est au chômage, à Béziers. Sans compter, évidemment, l'expérimentation de l'uniforme, qui était une lubie des maires d'extrême droite comme Ménard, avant que Gabriel Attal s'en saisisse à son tour.

QUE SERAIT L'ÉCOLE DE L'EXTRÊME DROITE EN FRANCE ?

En premier lieu, on pense aux programmes qui seront revus pour coller aux valeurs d'extrême droite, sous couvert de « revenir aux fondamentaux ».

En histoire-géographie, la réécriture du programme est certaine avec une remise en avant du « roman national » et une vision fantasmée de la colonisation. En SES (sciences économiques et sociales), la sociologie et les théories économiques de gauche passeront sûrement à la trappe. En sciences de la vie et de la terre (SVT), on imagine bien l'impact quand on devra parler de biologie humaine (sexe, reproduction, etc.), des théories de l'évolution ou des impacts environnementaux.

En science, de manière générale, l'impact sera fort. L'extrême droite a une vision figée des sciences (il faudrait une vérité absolue) or cela va contre la démarche scientifique réelle : l'enseignement des sciences va aujourd'hui de pair avec un travail sur l'esprit

critique qui est opposé à la conception de l'école de l'extrême droite.

Dans les disciplines artistiques, la pratique sera possiblement modifiée pour mettre en avant une vision très fermée de l'esthétique. Les activités extra-scolaires risquent de se voir grandement diminuées voire de majoritairement disparaître (sauf certaines pratiques sportives).

D'un point de vue plus fondamental, la vision autoritaire de l'école la transforme en lieu où on « apprend à obéir » et non plus à réfléchir. Sur cette même ligne, l'éducation nationale devient une structure basée sur l'assimilation nationaliste forçant ainsi les élèves à « rentrer dans le moule » ou à être exclu-es. Bien évidemment, une partie de nos élèves ne pourront pas répondre à ces injonctions et se verront de fait ostracisé-es dans ce système éducatif : les élèves racisé-es, perçu-es comme musulman-es, mais également des élèves handicapé-es, ainsi qu'un certain nombre d'élèves issu-es des milieux populaires. Cette exclusion se fera en partie par des formes d'élitisme, dont une sélection le plus tôt possible (notons que les études sociologiques montrent qu'une spécialisation à un plus jeune âge renforce le poids des stéréotypes). N'oublions pas ici que pour les élèves, les établissements scolaires sont un lieu central de sociabilisation !

Comme cela a été évoqué dans la partie précédente, il est assez clair que tous ces changements s'accompagneront d'un contrôle de plus en plus fort des enseignant-es.

QUE FAIRE POUR ÉCHAPPER AU DÉSASTRE ?

D'abord, continuer d'énervier les réactionnaires en utilisant les marges que nous laisse encore l'institution scolaire pour enseigner l'égalité, l'écologie, la pensée critique. Utiliser l'apport des pédagogies émancipatrices, de Freinet



Manifestation à Paris, 18 mars 2024
© Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas

à la pédagogie institutionnelle, afin de faire exister, même un bref moment, cette société plus démocratique que nous essayons de construire.

Ensuite, combattre pied à pied le courant réactionnaire y compris sa partie issue des rangs de « la gauche ». La banalisation des discours et pratiques islamophobes, validistes, et le culte de l'autorité sont des brèches par lesquelles s'engouffre l'extrême droite. À nous de combattre ces fausses évidences.

Il faut aussi, malheureusement, convaincre (à nouveau) les milieux profs et parents d'élèves du danger spécifique que représente l'extrême droite pour l'éducation. Cela s'appuie sur une analyse de son programme et de sa politique, en pointant notamment ce qui la distingue, pour le pire, de celle de Macron que nous continuons à combattre.

Car en parallèle, il est indispensable de continuer à lutter pour redonner les moyens au service public d'éducation de répondre à ses missions. Sans éclipser les autres raisons du vote RN, et notamment la prédominance du racisme, réparer les dégâts causés par les politiques libérales permet aussi de le priver d'une partie de son carburant électoral. C'est un vaste chantier, dans un contexte de recul de notre rapport de force, mais il existe des points d'appui, comme la lutte pour le plan d'urgence 93 entamée l'année dernière.

Enfin, il s'agit de réaffirmer notre projet d'une école pour l'émancipation, qui s'oppose à la fois à celui d'une école nationaliste porté par l'extrême droite, mais aussi à l'école capitaliste que nous ne cessons de dénoncer. On ne pourra gagner la bataille idéologique en se contentant de défendre l'école telle qu'elle est, et le rôle d'un parti révolutionnaire est bien de faire exister un autre imaginaire, pour la société et pour son école. □

Et on est fier, d'être et antinucléaire



EPR à Penly c'est toujours non !

PAR LA COMMISSION NATIONALE ÉCOLOGIE

La réunification du mouvement antinucléaire finalisée en juin 2023 porte ses fruits. Après des années de bisbilles paralysantes, les différents groupes nationaux ont travaillé ensemble pour créer une coordination avec des perspectives d'actions contre la relance du nucléaire prônée par Macron. L'unité du mouvement antinucléaire est plus que jamais nécessaire pour démarrer un travail d'explications et d'information, pour contrecarrer les arguments des nucléocrates tels J.M. Jancovici et stopper la fuite en avant mortifère dans une technologie désastreuse pour la santé publique, pour le vivant, pour les finances publiques.

Ainsi, le 23 mars 2024, 5 rassemblements ont réuni plusieurs milliers de personnes en 5 endroits du territoire. Puis, les 12 et 13 octobre, à Rouen, tout un week-end de mobilisations festives et déterminées a été organisé.

Dès le vendredi soir, Stéphane Lhomme, animateur de l'Observatoire du nucléaire, a expliqué pourquoi le nucléaire est définitivement disqualifié pour produire l'électricité dont on a besoin et combien les projets de Macron relève de l'imposture : délais de construction trop longs pour répondre à l'urgence climatique, défauts techniques récurrents, absence de financement des coûts de construction faramineux, amoncellement de déchets radioactifs mortels ingérables, menaces d'accidents, mise en danger des travailleurs en particulier des intérimaires...

EDF, endettée, a abandonné les «petits réacteurs», ou SMR, un gadget vanté par

Macron. Le gouffre financier est tel que l'entreprise ne pourra financer les 14 EPR du plan de relance concocté par l'électron libre présidentiel. Rappelons que l'EPR de Flamanville en 2020 avait atteint, d'après la Cour des comptes, 19,1 milliards d'euros et 17 années de construction, qu'il ne fonctionne qu'à 0,2 % de sa puissance révélant ainsi la gabegie monumentale de cette technologie. À Hinkley Point en Angleterre, à Olkiluoto en Finlande, à Tashan en Chine, lieux où EDF a fourgué ses ruineux EPR, des «signes de faiblesse» obligent à des arrêts fréquents.

La journée du 12, sur un quai de Seine, des stands, des animations musicales et dansées, des prises de parole (dont celle de notre porte-parole Christine, très applaudie) ont été le prélude à une déambulation joyeuse, dynamique et colorée dans Rouen, puis a convergé avec la manifestation contre les massacres en Palestine et au Liban. Rappelons qu'Israël détient l'arme nucléaire.

Le 13, au pied des falaises, face à la centrale de Penly, près de 200 personnes ont chanté à nouveau leur refus d'un monde nucléarisé et policier, ont planté des bâtons avec pancartes rappelant les méfaits de cette industrie mortelle. Les différents groupes antinucléaires en réapprenant à travailler ensemble ont montré qu'ils sont capables d'impulser des mobilisations certes encore trop modestes en nombre, mais fortes de la détermination des participantEs. Ces mobilisations doivent s'amplifier vu la relance aberrante du nucléaire qui demande des

investissements colossaux pour un piètre résultat (une centrale à 30 % d'efficacité, même d'un point de vue capitaliste, c'est nul !), qui nécessite l'importation totale du combustible (l'uranium est en voie de raréfaction donc il disparaîtra), des procédés coûteux et polluants d'enrichissement, de transport, de retraitement et une contamination quasi perpétuelle des sols, de l'air et de l'eau. Sans compter les « Diafoirus » du nucléaire qui s'acharnent à nous faire miroiter « l'énergie du futur » avec le projet ITER, projet européen qui a lui aussi englouti des sommes considérables depuis des dizaines d'années. Argent qui a fait défaut à la recherche dans les énergies renouvelables, dans des programmes d'isolation des logements, de construction d'habitations à énergie positive, argent qui a manqué à une planification démocratique qui anticipe, prévoit, organise, fait participer les consommateur-ices et les producteur-ices pour déterminer les besoins réels et comment les satisfaire.

Seule une politique écosocialiste qui vise à réduire la consommation globale d'énergie est capable de rendre conciliables les besoins humains et les ressources de la planète, en supprimant les productions inutiles et en privilégiant l'efficacité énergétique avec des appareils durables et réparables, le développement massif de services publics de transports et de logements économes en énergies.

C'est une tâche à laquelle le NPA L'Anticapitaliste s'attelle avec un esprit unitaire et révolutionnaire. □